

informations ouvrières

N° 567

Semaine du 8 juin
au 14 juin 1972

Prix : 1,50 F

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

LES TRAVAILLEURS REGROUPENT LEURS FORCES

seul un gouvernement sans représentant du capital pourra leur donner satisfaction



La manifestation du 7 juin à Paris.

(Photo I.O.)

Après le 7 juin,
des millions
de travailleurs
recherchent
les moyens
politiques du
combat
victorieux

(pages 2-4-5)



En Bretagne, la grève du lait.

(Photo U.P.I.)

Grève du lait :
Les
paysans
se dressent
contre
le capital !

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

Après le 7 Juin, plus que jamais les travailleurs recherchent les moyens politiques du combat victorieux



Applaudie par les manifestants, l'unité.

Mercredi 7 juin, 100.000, 200.000 peut-être, ont manifesté à Paris, à l'appel de la seule CGT.

Grande, puissante manifestation. Un sentiment de force, de confiance en soi.

En dépit du caractère disloqué de la grève largement la classe ouvrière parisienne était là, au coude-à-coude. Ce n'était certes pas encore la vague de fond, mais déjà un puissant courant, témoignant de l'ampleur des ressources, de la volonté de combattre et de vaincre qui s'accumule dans les profondeurs du prolétariat de ce pays.

Grande, puissante manifestation qui témoigne de la force irrésistible qui pourrait être celle de millions de travailleurs, unis avec leurs organisations, face à un gouvernement affaibli, désavoué le 23 avril, miné, disqualifié par la corruption, face au régime de l'exploitation, de la répression et de la réaction dans tous les domaines.

Grande, puissante manifestation, qui sera entendue par toute la classe ouvrière, par tout le peuple travailleur de France, comme un appel à l'unité.

Aujourd'hui jeudi, les feux de la rampe sont éteints, et le moment est venu de s'interroger.

Des millions de travailleurs, ceux qui ont participé, hier, au mouvement de la CGT, et ceux qui n'y ont pas participé, ceux qui ont manifesté et ceux qui n'ont pas manifesté, réfléchissent,

font le point, tirent le bilan.

Tous constatent, selon l'expression des Unions Départementales CGT et CGT-FO de la Loire-Atlantique, que « tous les salariés sont victimes de la même politique », la politique qu'orchestre et qu'impulse contre les travailleurs, le gouvernement de Pompidou et de Chaban-Delmas.

Tous en tirent la conclusion, comme les UD de la Loire-Atlantique, « qu'il est donc nécessaire de s'attaquer à la politique globale du patronat et du pouvoir ».

Tous réfléchissent aux moyens et aux méthodes d'une telle bataille, et comprennent aisément « qu'aucune action "exemplaire" ne saurait mettre en cause la politique générale du patronat et de l'Etat qui mobilisent l'ensemble de leurs forces contre la classe ouvrière », et que, dès lors, « face à la politique globale du patronat et du gouvernement, on doit tendre à des actions généralisées pour l'aboutissement des revendications essentielles de la classe ouvrière ».

Oui, « la classe ouvrière doit rassembler ses forces ». Oui, « contre la politique du patronat et du gouvernement, il faut l'unité ouvrière ».

Pour les millions de travailleurs, tel est le diagnostic. Sur ce diagnostic, il n'y a pas, il ne saurait y avoir de divergences au sein de la classe ouvrière.

Alors, travailleurs et militants s'interrogent.

Les « variations » de la C.G.T.

Quant à la CGT, des millions de travailleurs ont pu suivre ses « variations » pendant les trois semaines de préparation du mouvement du 7 juin. Nous les avons relevés dans l'éditorial de I.O. la semaine dernière. Ils apparaissent en toute clarté (si l'on ose dire) dans les tracts publiés ces derniers jours chez Renault.

Le 25 mai, le mouvement du 7 juin est motivé par les multiples revendications de catégories et d'ateliers.

Le 31 mai : « C'en est assez de la vie chère, c'en est assez des promesses, c'en est assez de produire des richesses qui ne rapportent qu'aux gros banquiers et industriels... Les travailleurs se trouvent devant le même obstacle : gouvernement et patronat. Il faut donc s'en prendre directement à cet obstacle principal et commun. C'est dans ce sens que la journée du 7 juin prend une dimension exceptionnelle ».

Le 1^{er} juin : « Chez Renault, toutes les catégories sont concernées... L'unité dans les ateliers s'impose... ».

Le 2 juin, s'adressant aux syndicats CFDT et FO : « Nous savons que nombreux, vous êtes troublés par le refus de votre syndicat de s'associer à un rassemblement des forces de gauche

dans notre pays... Vous êtes convaincus que, pour en finir avec les luttes incessantes que nous sommes obligés de mener devant un pouvoir qui remet toujours tout en cause, il n'y a pas d'autres solutions pour les travailleurs que de gagner ce rassemblement de toutes les forces de progrès, sur la base d'un engagement de leur part à satisfaire les besoins du peuple et de la nation... Alors vous dites, dans cette situation où le pouvoir est le maître-d'œuvre : il faut rassembler pour être efficace... Vous avez raison, c'est ce que nous pensons... ».

Il est parfaitement clair que, pour des raisons là encore toutes politiques, la direction confédérale de la CGT a voulu elle-même contenir le mouvement du 7 juin, grève générale de 24 heures d'abord, addition de mouvements d'entreprises et de corporations ensuite, grève « nationale » enfin, dans des limites très précises.

C'est ainsi que Breteau, secrétaire de la Fédération des Métaux, a déclaré à une assemblée des syndicats d'une grande entreprise parisiene que leur participation au 7 juin pourrait tout aussi bien prendre la forme d'une assemblée générale, suivie d'une délégation à la direction...



Le 7. juin, la direction de la C.G.T.

Questions et réponses

Certes, la manifestation parisienne est, à juste titre, ressentie comme un succès par les milliers et les milliers d'entre eux qui y ont participé.

Mais chacun sent aussi que les moyens mis en œuvre ne sont pas encore, tant s'en faut, à la hauteur de l'objectif à atteindre.

Et, dès lors, la question se pose : pourquoi, sous cette forme, le 7 juin ? Pourquoi la CGT seule, à quelques exceptions près, dans la grève et les manifestations ? Pourquoi l'absence des autres centrales ? Et aussi, pourquoi cette grève disloquée ? Pourquoi cette évidente réserve à faire franchement et résolument appel aux grandes masses de travailleurs, pour les rassembler, les organiser, les dresser contre un gouvernement avec lequel chacun proclame pourtant qu'il faut en finir.

La CFDT a donné sa réponse. « Grève politique, ont dit ses dirigeants ; nous ne saurions y participer ».

Oui, bien sûr, grève politique. Grève politique tout simplement parce que c'est effectivement à des obstacles politiques que se heurtent les travailleurs, parce qu'ils ne peuvent plus accepter de subir la politique du gouvernement des banques et des trusts, parce qu'ils exigent légitimement une autre politique, que seul pourrait mettre en œuvre un autre gouvernement, dégagé de tout lien et de toute sujétion à l'égard des intérêts patronaux.

Que veut, que cherche la CFDT ? Elle répond dans le tract diffusé le 2 juin chez Renault : « Pour les salariés, pour l'amélioration des conditions de travail, pour le retour aux 40 heures, pour la retraite dès 60 ans, le meilleur moyen de développer l'action est de s'engager résolument dans les conflits (sous-entendu entreprise par entreprise) et de les mener de façon unitaire du début jusqu'à la fin ».

On ne saurait être plus clair. Ce dont il s'agit, pour la CFDT, c'est de

disloquer le mouvement de la classe en luttes d'entreprise et d'atelier, et de tenter de faire croire aux travailleurs que c'est sur ce terrain qu'ils arracheront les revendications les plus générales. La CFDT entend faire accroire aux travailleurs qu'ils sont, entreprise par entreprise face à leurs patrons respectifs, et que les problèmes qu'il leur faut résoudre par la lutte de classe ne se situent pas au niveau du gouvernement. Son « jusqu'aboutisme » atelier par atelier couvre une pratique et une politique de dislocation du mouvement ouvrier. Il plonge ses racines dans les théories de la collaboration de classe qui sont à la base même du mouvement « syndical » chrétien.

La grève générale est une arme essentiellement politique. En tant que telle, elle fait depuis toujours partie de l'arsenal et des traditions du mouvement ouvrier. Si la CFDT est étrangère à cette tradition, ce n'est pas le cas de la CGT-FO et de la FEN.

Or, la CGT-FO et la FEN ont refusé de s'associer au mouvement du 7 juin. Les dirigeants réformistes de ces organisations considèrent-ils que la méthode avancée par la CGT n'est pas la bonne dans les circonstances présentes ? Tel serait parfaitement leur droit. Encore faudrait-il cependant qu'ils proposent et fassent connaître une autre méthode permettant d'atteindre les résultats qu'attendent légitimement la grande masse des travailleurs !

Hélas, non seulement ils ne proposent rien, mais ils croient même nécessaire, dans le cas des dirigeants de la FEN, de publier une déclaration commune avec la CFDT épousant les motifs idéologiques et politiques (car, le refus de la politique, c'est aussi, bien sûr, une politique) qu'a cette organisation de condamner le mouvement du 7 juin, motifs dont on a vu ce qu'il fallait en penser. Le moins que l'on puisse dire, selon nous, c'est que cela ne s'imposait pas.

Quel est l'objectif ?

Comme nous l'avons relevé la semaine dernière, les revendications des 1.000 F et de la retraite à 60 ans, placées au centre de la journée, étaient impropres à réaliser l'unité la plus large. Non pas, bien sûr, qu'elles ne soient pas importantes, mais parce que la direction confédérale CGT utilisait ces revendications pour les opposer à l'objectif que la grande masse des travailleurs ressent comme nécessaire, indispensable : contre Pompidou-Chaban, réaliser l'unité pour un gouvernement sans représentant du capital, seul capable de prendre en charge l'ensemble des revendications, qui, toutes sont légitimes.

Malgré le caractère disloqué de la grève, malgré le caractère étriqué des revendications, malgré la confusion savamment entretenue avant le 7 juin, malgré l'abandon de l'objectif politique qu'était le rassemblement devant le ministère des Finances, c'est un fait d'évidence que de larges couches de travailleurs se sont saisies de l'occasion qui leur était fournie de manifester leur volonté

d'engager le combat contre le régime, contre le capital et contre l'Etat, leur volonté de voir leurs organisations s'unir, jouer leur rôle, prendre leurs responsabilités et dégager l'issue politique hors de laquelle rien ne sera jamais durablement acquis : le gouvernement des organisations ouvrières unies, sans aucun représentant des partis de la bourgeoisie.

Telle est la principale leçon du 7 juin.

Rien n'est réglé. Mais travailleurs et militants ont éprouvé leur force.

Rien n'est réglé, mais les travailleurs se tournent vers leurs organisations, vers les dirigeants, pour leur dire : c'est le moment ! Unissez-vous pour en finir avec Pompidou-Chaban !

Il revient aux militants de donner une expression politique organisée à cette aspiration déjà très large, mais encore très diffuse, et de contribuer ainsi à lever tous les obstacles qui s'opposent encore à l'unité ouvrière, à la progression politique du prolétariat contre le capital, vers la révolution socialiste.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

Un document indispensable... (articles en page 10)

Passez vos commandes :
LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

39, rue du Fbg du Temple Paris 10^e
C.C.P. JEAN SANVOISIN
20.671-59 PARIS

spécial pré-conférence internationale (juillet 1972)

UIB
les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale
Biblioteca de la CGT Internacional
Biblioteca General CEDOC

LES HAUTS FAITS D'ARMES DU DOCTEUR HABBACHE

En procédant, le mardi 30 mai, sur l'aéroport international de Tel-Aviv, à « l'exécution » de 28 pèlerins catholiques portoricains, exécution destinée à frapper les dirigeants israéliens (sic), Georges HABBACHE, que la Ligue pabliste qualifiait à la veille du massacre des Palestiniens à Amman et en Jordanie en septembre 1970 de « révolutionnaire authentique », vient au moins de réaliser un certain front unique, celui des dirigeants des pays arabes contre lesquels le même HABBACHE et son organisation prétendent combattre.

Le Monde écrit en effet le 2 juin : « La presse de la plupart des pays arabes approuve ouvertement ou tacitement l'action du Front populaire de libération de la Palestine. Seuls le Liban et la Jordanie la condamnent catégoriquement. » Ainsi, de l'Arabie Séoudite à l'Égypte de Sadate s'accorde-t-on à décerner des brevets de « révolutionnarisme » au FPLP.

Le terrorisme individuel n'a toujours, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, fait que servir les ennemis que l'on prétend combattre. Est-ce un hasard si Israël menace aujourd'hui et prend des dispositions pour se faire le gendarme du Moyen-Orient après les assassinats aveugles de Tel-Aviv ?

Le FPLP contribue, de façon criminelle, à diviser au Moyen-Orient les ouvriers et paysans israéliens des ouvriers et paysans palestiniens, jordaniens, et des autres pays arabes. Seule la réaction peut profiter de telles actions. Ce massacre inutile ne sert en définitive que DAYAN-MEIR et le roitelet HUSSEIN, qui, après avoir fait massacrer des milliers de combattants palestiniens, a cru nécessaire de se voiler la face pour condamner l'attentat de Tel-Aviv.

« La révolution arabe » tant louée par les pablistes et autres petits-bourgeois ces dernières années, montre sa véritable nature. Les petits-bourgeois enragés qui dirigent le FPLP ne veulent conduire la résistance des masses palestiniennes qu'à l'impasse, tout comme ceux qui les soutiennent aussi cyniquement que le font les KRIVINE-MANDEL.

La seule voie, au Moyen-Orient, la seule perspective pour les masses palestiniennes, c'est de tirer le bilan de ces dernières années de lutte. Ce bilan passe par la condamnation la plus catégorique des méthodes petites-bourgeoises du terrorisme individuel. C'est à ce bilan notamment qu'ouvrent les militants qui, partout dans le monde et y compris au Moyen-Orient, luttent pour reconstruire la IV^e Internationale. Nous y reviendrons.

KRIVINE PREND LA RUE

Rouge a coutume de se gausser du combat pour le Front unique ouvrier. Les organisations syndicales sont embourgeoisées, n'est-ce pas, et impropres à donner son cadre au combat des travailleurs. Combattre pour le Front unique, c'est faire la mouche du coche des appareils.

Oh surprise ! La Ligue communiste avait néanmoins décidé de défilé, tous drapeaux déployés derrière les « réformistes ». Ségué en tête. Et d'expliquer par tract sa position aux travailleurs se formant en cortège : « Pour la première fois depuis plusieurs années, les travailleurs peuvent manifester nationalement

dans les usines et dans la rue leur volonté de combat et condamner le régime en place... C'est parce que nous sommes partie prenante (sic) du combat de la classe ouvrière que nous sommes ici aujourd'hui... » Ah qu'aisément en or le vil plomb se change, dès lors que Krivine a décidé de prendre la rue.

Au fait, camarades... Peut-être est-il temps en effet que vous vous atteliez à la rédaction du texte sur les rapports partis-syndicats que vous avez promis à Detraz et Edmond Maire, pour redresser la direction de la CFTD (Rouge, 20-5-72). Vous y apprendrez à dire avec ces saintes gens : « Lapin, je te baptise carpe. »

ANGELA DAVIS ACQUITTEE !

Angela Davis a été acquittée. Le verdict rendu par la Cour de San José constitue une victoire pour tous ceux qui, partout dans le monde, ont dénoncé la machination policière montée contre une militante du Parti Communiste Américain par le gouvernement Nixon, le gouvernement responsable de l'organisation d'un véritable génocide contre les peuples d'Indochine.

Une victoire qui démontre qu'il est possible de faire reculer les bourreaux, que la classe ouvrière internationale peut défendre tous ceux qui sont frappés par la réaction, que le combat pour les libérés et pour le socialisme est indivisible. Après la libération de Pachman, que Brejnev et Husak voulaient enfermer dans leurs prisons parce qu'il incarnait les aspirations de la classe ouvrière tchécoslovaque à reprendre le contrôle de ses conquêtes, l'acquiescement d'Angela Davis témoigne du fait que le mot d'ordre sacré du mouvement ouvrier, par-delà les divergences, « libérons nos camarades » n'est pas aujourd'hui un vœu pieux mais l'exigence d'un combat qui peut être victorieux.

Comme toujours, la répression anti-ouvrière lorsqu'elle est contrainte de reculer, cherchera à profiter de son échec pour diffuser des illusions démobilisatrices. On entendra beaucoup parler de l'honnêteté et de l'impartialité de la « justice américaine » pour faire oublier les bombes sur les écoles et les hôpitaux du Nord-Vietnam.

En fait, c'est d'abord le contraire qui illustre l'acquiescement d'Angela Davis. Parce qu'elle se réclamait du socialisme, parce qu'elle était noire, cette jeune femme est demeurée seize mois en prison, dans les pires conditions, alors que le dossier de l'accusation était vide ! Et son acquiescement ne peut faire oublier l'assassinat de George Jackson, les massacres de la prison d'Attica, les fusillades de

l'Université de Kent au cours desquelles quatre étudiants qui se dressaient contre la politique de leur impérialisme furent abattus.

Non, le verdict de San José ne vient pas illustrer le fonctionnement « honnête » d'une institution juridique ignorant la lutte des classes : tout au contraire, il montre à quel point, violant y compris sa propre légalité, la bourgeoisie doit recourir à la terreur, au mensonge, au complot, pour frapper tous ceux qui s'élèvent contre sa domination.

L'acquiescement de San José c'est d'abord un résultat de la campagne politique internationale et nationale menée contre l'emprisonnement de la jeune militante noire. C'est aussi l'expression du fait — non que la justice bourgeoise américaine qui bat les records deynchage légal et de procès fabriqués contre des militants ouvriers, soit seraine et libre de toute contrainte — mais qu'il existe aux Etats-Unis, en fonction même du développement de la lutte des classes, de l'existence d'un mouvement ouvrier-puissant, des droits qui ne peuvent être abolis sans que la classe ouvrière soit battue. Qu'il existe dans ce pays — dont on voudrait faire croire de tous côtés qu'il est « extérieur » à la lutte des classes, la possibilité, à cause des rapports de force existant entre les classes, de combattre la domination de la bourgeoisie, ses crimes, ses tentatives d'en finir avec toutes les libertés.

Le verdict rendu par les douze jurés de San José est aussi une preuve de la puissance des masses travailleuses aux Etats-Unis, des racines que les libertés démocratiques trouvent dans leur organisation et que la bourgeoisie ne peut arracher à sa guise.

« Vive la classe ouvrière américaine fraction de la classe ouvrière mondiale » : c'est aussi l'une des conclusions de l'acquiescement d'Angela Davis.

MACHINATION POLICIÈRE A BARCELONE

Des nouvelles parvenues directement de la Catalogne annoncent l'arrestation pour motif de « terrorisme » de nombreux militants catalans. Pour la plupart, il s'agit de militants nationalistes catalans, seul secteur à avoir mené sur cette base une lutte permanente contre la dictature de Franco, et pour la défense des libertés démocratiques et le droit à l'autodétermination nationale. Plusieurs jeunes militants ont été sauvagement torturés et la presse franquiste a donné une grande diffusion à une « affaire » qui est en fait une vaste machination policière.

On apprend qu'à cette occasion, Pedro Polo, ancien chef des BPS (Brigades politico-sociales), spécialiste chevronné de la répression politique franquiste qui se trouvait à la retraite, a été rappelé à titre d'expert, pour mener cette opé-

ration policière, montée par Joan Creix, bien connu pour son action au Pays Basque en 68 et actuel chef de la BPS de Barcelone.

En relation avec cette machination, plusieurs intellectuels catalans ont été arrêtés, notamment Manuel Cruells, auteur de nombreux ouvrages d'histoire contemporaine parmi lesquels un important livre sur les événements de mai 1937 à Barcelone.

Manuel Cruells se trouve au secret dans une cellule des locaux de la police de Barcelone, à la disposition des autorités militaires, sans que, à ce jour, les chefs d'accusation lui ait été communiqués. Une manifestation a déjà eu lieu à Barcelone contre ces arrestations. L'action en Espagne doit se doubler d'une action sur le plan international.

Dans les conseils d'administration

des grandes banques,

des scandales

qui en valent bien d'autres

Ce qui vient de se passer dans les sommets du capital financier, entre les conseils d'administration de la Banque de Suez et de l'Union des Mines, de la compagnie d'assurances La Paternelle et de la Banque de l'Indochine mérite d'être conté. A la fois parce que les protagonistes se sont vu contraints de procéder au grand jour à certaines des manipulations qui se trament d'ordinaire à l'abri des regards d'un public importun dans les salons feutrés des sièges des grandes puissances financières. Mais aussi parce que l'ampleur des intérêts qui font, au détriment des petits épargnants, l'objet de ces manipulations, ramène à leur juste proportion les petits « scandales » immobiliers ou autres, jetés récemment en pâture à l'opinion, qui, pour « fâcheux » qu'ils soient lorsqu'ils éclaboussent les hommes du pouvoir, ne sont que bien peu de chose à côté des gigantesques détournements de fonds auxquels se livrent en toute légalité les représentants du capital financier.

En bref : deux grands groupes financiers, Suez et La Paternelle S.A., se partagent le contrôle du puissant groupe d'assurances AGP (Assurances du Groupe de Paris). Courant mai, Suez décide de tenter remettre en cause à son profit l'équilibre établi entre les actionnaires d'AGP. Son but est de mettre la main sur les milliards collectés par AGP sous la forme de primes d'assurances en vue de les réintégrer dans le circuit bancaire qu'elle contrôle. Après s'être assuré du soutien de la Banque de l'Indochine, elle aussi actionnaire des AGP, qui « bloquait » jusqu'alors avec La Paternelle, et disposant ainsi d'une majorité décisive dans le conseil d'AGP, Suez procède le 23 mai, au limogeage du directeur général des AGP, agent de La Paternelle.

La Paternelle, dont le capital était contrôlé à 33 % par ses propres filiales intégrées au sein des AGP, risquant dès lors de tomber sous le contrôle du Suez, transférait alors ces participations à une autre filiale extérieure aux AGP. Ayant fait, elle reprenait elle-même la participation de 15 % détenue par ses filiales mem-

bres d'AGP dans la Banque de l'Indochine, puis elle rachetait 20 % au-dessus des cours de bourse, les 11 % de la Banque de l'Indochine détenus par le magnat belge Empain. A l'issue de ces opérations, La Paternelle parvenait à s'assurer une minorité de blocage de 33 % au sein de la Banque de l'Indochine, lui permettant d'interdire l'émission par cette banque d'obligations convertibles en actions par lesquelles le Suez, qui s'en était assuré la souscription exclusive, devait prendre à son tour le contrôle de l'Indochine.

Les choses en sont là. La suite des opérations ne nous importe guère. Mais il est intéressant de voir à l'œuvre les commis du grand capital financier. Que reste-t-il des élucubrations de Mallet, Gorz, Martinet et Cie sur la soi-disant indépendance des « managers » à l'égard des propriétaires du capital, et sur la prétendue « rationalisation » capitaliste, alors que les conflits d'intérêts entre puissants actionnaires vont probablement aboutir à l'éclatement du premier regroupement constitué en vue « de faire face à la concurrence internationale ». Telle est, n'en déplaise à ces messieurs de la « nouvelle gauche », l'anarchie capitaliste.

Il est par ailleurs remarquable de constater l'aisance avec laquelle, par l'usage des procédés les plus légaux, les petits épargnants peuvent, du jour au lendemain, se trouver dépouillés d'actifs représentant des milliards de francs. C'est ainsi que les petits actionnaires des filiales de La Paternelle, se trouvent pratiquement spoliés sans contrepartie apparente de 33 % du capital de la maison mère, tandis que les actionnaires de la maison mère devront supporter la charge de dizaines de millions correspondant à la plus-value extraordinaire versée au groupe Empain pour le contraindre à céder ses actions Indochine.

Bien plus fort, et bien mieux, parce que parfaitement légal, que le coup de la Garantie Foncière.

Le seul véritable scandale, c'est le capital.

Abonnez-vous

S'ABONNER, C'EST AIDER "INFORMATIONS OUVRIÈRES".

C'EST SOUTENIR LE COMBAT DE L'AVANT-GARDE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE.

Nous attirons l'attention des lecteurs de I.O. sur la formule d'abonnement 10 numéros : 10 francs qui leur permettra de recevoir le journal pendant leurs vacances et pendant celles de leur diffuseur habituel. ADRESSEZ SANS ATTENDRE VOTRE ABONNEMENT A L'ADMINISTRATION DU JOURNAL.

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

Correspondance
Rédaction - Administration
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS-10^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n^{os}) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
10 numéros 10 F
6 mois (24 n^{os}) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21.831-73 Paris

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General

CEDUC

I. O. - Livre

comment riposter à l'offensive des patrons de la presse

Le Livre est un des secteurs où se révèle avec le plus d'éclat l'incapacité du capitalisme à régler aucun de ses problèmes autrement qu'en vouant à la déchéance des milliers et des milliers d'hommes et de femmes. Il n'est pas aujourd'hui un acquis des travailleurs du Livre qui ne soit remis en cause : emploi, qualification, salaires, conditions de travail, conventions collectives et annexes techniques, contrôle de l'embauche dans la presse, puissance de l'organisation syndicale, tout cela est chaque jour plus menacé.

Une analyse détaillée montrerait que si le labeur est aujourd'hui le plus touché, c'est en fait tout le Livre qui est en péril. Formation permanents, pré-retraite, « adaptation à l'évolution », autant de moyens pour la bourgeoisie d'aboutir à la suppression de dizaines de milliers d'emplois, à la déqualification massive. La poursuite de cette politique signifierait déjà, à très court terme, que la quasi-totalité des apprentis actuellement en voie de formation ne travaillerait jamais dans le Livre.

UNE FORCE ENCORE INUTILISÉE

Les travailleurs du Livre seraient-ils impuissants à juguler cette offensive ? Battus ? Inconscients ? • Intégrés ? •

Pourtant, le 15 décembre 1971, après avoir défilé à plus de 20 000 à PARIS, aux cris de « NON AUX LICENCIEMENTS », tous n'acclamaient-ils pas R. BUREAU, secrétaire du Comité intersyndical CGT, qui disait : « Nous n'en resterons pas là ! » Cette force considérable, animée d'une puissante volonté de combat, se serait-elle dissoute ? Non, elle est restée inutilisée.

En effet, quelle a été la politique des dirigeants de la FFL et du Comité Inter depuis lors ?

Le 16 décembre 1971, un accord signé par le secrétaire général de la FFL engage les travailleurs de la presse quotidienne de province à « accepter l'évolution des emplois » et à « favoriser l'accroissement de la productivité ».

En ce moment même, un accord doit être signé entre la Chambre typographique (représentée au Comité Inter) et M. AMAURY, patron du « PARISIEN LIBRE » (1). Cet accord séparé, entre une catégorie et un patron, serait une brèche ouverte dans l'unité des travailleurs de la presse, et une première atteinte au contrôle de l'embauche, puisqu'il instituerait une « liste nominative ».

Entre ces deux signatures, des grèves tournantes d'une, deux, trois heures, des mouvements disloqués du labeur, la coupe toujours entretenue entre presse et labeur, des pages et des pages remplies d'illusions mortelles : recyclage, reclassement, formation permanents, etc.

Devant cette politique et la situation qu'elle laisse se développer, les militants, les délégués sont désorientés. Comment, dans un atelier, dans une entreprise, isolés, combattre les mesures patronales ? La grève de G. LANG, en 1970, a montré l'impasse d'une résistance isolée sur des problèmes généraux.

Ecartelés, impuissants, sans illusion sur les vertus d'un reclassement qu'ils savent impossible, les militants assistent, la rage au cœur, au début de la destruction des acquis de dizaines d'années de lutte. Mais tout est loin d'être joué. Aucune défaite décisive n'a encore eu lieu. La grève des travailleurs de

« SUD-OUEST », refusant un reclassement-déclassement, montre que les grands combats sont encore devant nous. Travailleurs et militants s'y préparent, patiemment, sourdement. Ils cherchent la voie de l'unité.

UNITE TOUT DE SUITE PRESSE-LABEUR : MEME COMBAT

L'exigence de tous les travailleurs du Livre, c'est : « On ne peut plus continuer ainsi ! Il faut dire NON à tous les plans des patrons et du gouvernement ! En finir avec la division et la dislocation ! Unité presse-labeur tout de suite ! »

— C'est la responsabilité des dirigeants que de dire : « Ça suffit ! Les travailleurs ne feront pas les frais de la "restructuration" du capitalisme failli ! Pas une attaque de plus ! Pas une défaite de plus ! »

— C'est la responsabilité des dirigeants que de réunir, dans toutes les entreprises, les assemblées générales de travailleurs pour que ceux-ci, sûrs de la volonté de leur direction d'engager la bataille, puissent réaliser leur mobilisation unie et décider de l'action.

— C'est la responsabilité des dirigeants que de réunir les délégués de la presse et du labeur, mandatés par ces assemblées, pour organiser le combat uni.

DEFENDRE LE CONTROLE DE L'EMBAUCHE

Le samedi 13 mai se tenait une assemblée des typographes de la presse. Convoquée par la Chambre typographique (CGT), cette AG devait se prononcer sur le projet d'accord que la direction de la Chambre typographique envisage de signer avec M. AMAURY (« LE PARISIEN LIBRE »). Notons d'abord que, fait exceptionnel, les types du labeur étaient exclus de cette discussion. Pourquoi ?

Le contenu du projet éclaircissait cette question. Un tel accord conduirait en effet, par ses conséquences, à interdire à tout type du labeur le simple espoir d'entrer, un jour, dans la presse : garantie d'emploi pour un effectif « à définir », inscrit sur une « liste nominative » ; possibilité d'augmentation du volume de travail sans embauche supplémentaire, non-remplacement des départs, en fait arrêt de toute embauche dans la presse.

D'emblée, un certain nombre de militants se prononcèrent contre le projet d'accord. Ils refusaient tout accord séparé qui briserait le front des travailleurs de la presse et exigeaient une négociation d'ensemble entre le Comité Interpresse, représentant tous les ouvriers de presse, et le patronat. Ils n'acceptaient pas la « liste nominative », première atteinte au contrôle syndical sur l'embauche.

Un vieux militant déclarait : « Nous voulons conserver les avantages que nous ont légués nos anciens pour pouvoir les transmettre aux jeunes. C'est pourquoi je suis contre cet accord. » Un militant de l'Alliance Ouvrière pro-

posait la réunion, à l'appel du Comité Inter, des délégués de toutes catégories, presse et labeur, pour décider des moyens de faire aboutir les revendications, de préserver tous les acquis.

Les dirigeants de la Chambre typographique utilisèrent divers arguments. Le projet d'accord garantirait TOUS les emplois existants (mais, en cas de départ — retraite, décès — le poste sera-t-il conservé ?). Les rotativistes ont déjà signé, jadis, un accord séparé (donc, la division passée justifie la dislocation actuelle...). On ne peut conserver indéfiniment nos emplois. Si demain le gouvernement limite à deux le nombre de quotidiens, comment pourrait-on conserver tous les emplois d'aujourd'hui ? (Evitement !...)

Finalement, la majorité se prononça pour la signature (400 SUR 500 POUR ; 42 CONTRE ; 22 ABSTENTIONS). Deux leçons sont à tirer de cette assemblée :

1° Les travailleurs sont persuadés que l'emploi et le contrôle de l'embauche, acquis chèrement payés que la FFL (par la plume de son secrétaire général répondant aux attaques féroces du réactionnaire GRIOTTERAY) s'est engagée à défendre coûte que coûte, seront préservés. Ils ne pourront donc, à une prochaine étape, que se dresser contre l'application de cet accord qui, en fait, portera atteinte au monopole de l'embauche.

2° La question de la défense des acquis bute d'emblée sur un problème politique : comment, dans le cadre d'une société capitaliste qui, pour survivre, ne peut que détruire les emplois et la qualification, préserver ceux-ci ? A cela, les révolutionnaires répondent : certes, c'est historiquement impossible. Seule l'instauration de la propriété collective des moyens de production pourra développer le progrès technique et utiliser le matériel moderne au profit des travailleurs. C'est donc le problème de la révolution socialiste qui est posé. Mais seule la lutte de classe des travailleurs contre les conséquences actuelles de la faillite du capitalisme pourra permettre de poser concrètement la question du pouvoir.

C'est pourquoi nous combattons pour que le syndicat, conformément à sa nature, permette aux travailleurs de se mobiliser contre ce qu'ils ne peuvent pas accepter : la perte de leurs moyens d'existence.

Et toute mobilisation sur ce terrain pose la question du pouvoir, donc aujourd'hui, concrètement, du gouvernement.

(1) Nous reviendrons plus précisément dans notre prochain numéro sur les conséquences de ce projet d'accord sur les acquis ouvriers dans la presse. Contentons-nous de souligner que les propositions des dirigeants de la chambre typographique par ceux du comité Inter, donnent une position de force à Amaury, qui refuse momentanément de signer un accord tout à son avantage.

Halle aux vins

premiers résultats

C'EST le moment de poser les revendications :
— Pour la satisfaction des revendications,
— Unité des fédérations syndicales,
— Assemblées générales partout. »

Ces mots d'ordre lancés par les camarades postiers sont ceux que ressentent tous les fonctionnaires, tous les travailleurs :

Contre le gouvernement minoritaire Pompidou-Chaban, unité des 1.500.000 fonctionnaires et de leurs organisations.

D'accord, nous disent certains camarades, mais est-ce possible ?

Il est clair que nous n'aurons que ce que nous irons chercher nous-mêmes.

L'unité est à conquérir. Il faut une force pour l'imposer. C'est ainsi que les militants, regroupés dans la préparation de la Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier, ont combattu lors de la grève des adminis-

tratifs de Paris VII pour que soient surmontées les divisions, entre universités, entre catégories, pour que les syndicats jouent leur rôle qui est d'unir. Parce que telle était la seule façon de briser l'isolement et de satisfaire les revendications, les travailleurs ont imposé que l'intersyndicale se réunisse et prenne en charge leur combat. Ainsi se sont trouvées déjouées les manœuvres de division des stalinien qui prenaient, en bons gestionnaires, le parti de l'administration, et des gauchistes décomposés qui, prenant prétexte de cette trahison, tentaient de tourner les travailleurs contre eux-mêmes, contre leurs syndicats. Ainsi victoire a été obtenue.

Mais, plus encore que les revendications arrachées, c'est l'unité de combat renforcée, c'est l'expérience acquise pour les luttes prochaines qui constitue une victoire.

Ainsi, alors qu'apparaissait l'intersyndicale ne se réunissait jamais (ou

clandestinement) elle se réunit maintenant régulièrement chaque semaine.

Ainsi, face aux provocations policières à Censier, déjouant les tentatives du gouvernement de diviser étudiants et personnels pour mettre en place ses vigiles à Censier, l'intersyndicale unanime exigeait le retrait immédiat des vigiles de Censier. Devant la mobilisation des étudiants et des travailleurs, devant l'échec de la division, Mallet était contraint de retirer ses vigiles quelques heures après.

Ainsi, face aux grèves disloquées sans perspectives, l'intersyndicale s'adressait aux directions nationales et aux fédérations de fonctionnaires afin qu'elles engagent en commun le combat pour la satisfaction des revendications et convoquant une assemblée générale des travailleurs de la Halle aux Vins qui reprenait à l'unanimité cet appel.

Ainsi, ce sont huit sections syndicales, l'AJS, l'OCI qui ont décidé d'organiser et d'amplifier la campagne de solidarité pour sauver les militants du « Printemps de Prague ».

Dans chaque laboratoire, dans chaque catégorie où ils sont, les militants de l'AO et de l'OCI ouvriront la discussion sur ces problèmes, à partir de leur journal *Informations Ouvrières*.

Ils se fixent ainsi pour objectif de sortir, sur la base de ces discussions, un supplément *Informations Ouvrières*. Halle aux Vins et de doubler leur vente d'*Informations Ouvrières* pour les Assises nationales pour le F.U.O.

A. J. S.

ÉCOLE DE FORMATION

A Paris, l'école organise la dernière séance de sa deuxième session.

Vendredi 9 juin : Le rôle spécifique de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse (C. Berg).

Venez nombreux au local de l'AJS, à 18 h 45, 87 rue du Fbg Saint-Denis, Paris 10°.

UAB
Biblioteca de Comunicacão
Memorabilia Central
CEDOC

ts pour l'unité ouvrière

I.O. - Ambroise Paré

UNITÉ CONTRE BOULIN

Nous publions ci-dessous une contribution des camarades de l'hôpital Ambroise-Paré. La gravité des problèmes en cause est soulignée par la récente publication du rapport annuel de l'INSPECTION GENERALE DES AFFAIRES SOCIALES consacré à l'hospitalisation publique.

Comme dans le cas du rapport Griotteray sur l'ORTF, ce rapport signale un certain nombre de cas d'incapacité ou de corruption de la part des directions hospitalières, dans le but de mettre en accusation le corps médical et le personnel hospitalier dans son ensemble, rendu responsable de la véritable « détresse sanitaire » constatée par les inspecteurs, sans que la politique gouvernementale soit jamais mise en cause. Nous aurons l'occasion de revenir prochainement sur le contenu de ce rapport et sur le combat légitime des personnels hospitaliers contre la politique de misère pratiquée dans ce secteur par le gouvernement.

Le gouvernement vient de publier les cinq premiers décrets d'application de la loi du 31-12-1970 portant réforme hospitalière.

Ces cinq premiers décrets ont pour but essentiel la mise en place des structures intégrées et collaborationnistes qui seront appelées à gérer la pénurie, garantir la discipline, cautionner ou voter des mesures anti-ouvrières et portant atteinte à la santé publique.

Ces structures : nouveaux conseils d'administration, groupement hospitalier sectorisé, comité technique paritaire, syndicats inter-hospitaliers devraient — pour le gouvernement et les intérêts privés qu'il sert — permettre l'éclatement de l'Assistance publique, sa privatisation accélérée ; permettre aux capitalistes qui dirigent le pays de rentabiliser les hôpitaux, c'est-à-dire de réaliser du profit, des bénéfices sur la santé.

Dans le même article, on apprend encore que M. BOULIN prévoit d'ici à quelques semaines la publication d'autres décrets portant entre autres choses sur : « la coordination entre le secteur public et privé... », ainsi que «... sur les concessions de service », tandis que

l'Inspection générale des Affaires sociales déclare qu'elle ne voit pas de raison pour que le profil médical (dénoncé et combattu par les médecins) ne soit pas appliqué en secteur public.

A ce sujet, nous croyons nécessaire de donner ici copie intégrale d'un document paru dans la presse ces jours derniers :

« Le Centre Hospitalier Etienne SABATIER de LIBOURNE (ville de M. BOULIN), (Annexe CHU de BORDEAUX, ville de CHABAN) est dans une situation catastrophique comme le révèle la note adressée récemment par son directeur à tous les chefs de service.

« Il les informe que les augmentations des prix de journée demandées pour 1972 ne lui seront pas accordées et qu'il se voit dans l'obligation de prendre des « mesures très sérieuses » en attendant s'il le faut des « mesures draconiennes ».

Les premières mesures :

— Tout recrutement du personnel non décidé à ce jour est désormais exclu ;

— Toute modification ou transformation des locaux est interdite ;

— Tous achats de mobilier et de gros matériels sont suspendus ;

— Le personnel absent ne sera plus remplacé ;

— Seuls seront achetés les produits, denrées, articles, instruments ou ustensiles de première nécessité indispensables au fonctionnement normal de l'établissement ;

— L'attention des médecins est particulièrement attirée sur les commandes de produits pharmaceutiques : il leur est demandé instamment de les réduire jusqu'à la limite même de sécurité des malades (souligné dans la note) ;

— Il est également recommandé qu'on ne procède aux achats de produits sanguins, de produits chimiques pour les laboratoires et de produits radiologiques que dans la mesure d'une absolue nécessité.

Le directeur ajoute que si les mesures qu'il préconise s'avéraient inefficaces ou qu'elles n'étaient pas prises en considération, il se verrait dans l'obligation de licencier une partie du personnel (souligné par nous). »

Voilà l'amélioration de la situation des hôpitaux promise par M. BOULIN et son gouvernement.

Voilà l'image de l'humanisation des hôpitaux que nous vante M. BOULIN et son gouvernement.

Face à cela et alors que les travailleurs des services publics rassemblent leurs forces pour arracher à ce gouvernement affaibli satisfaction à des revendications qu'ils sentent à portée de leurs mains, il est plus urgent et vital que jamais que les organisations de la classe ouvrière, syndicales et partis, prennent leurs responsabilités et, répondant à l'appel de la base, organisent la lutte unie et centralisée contre le gouvernement et pour ce qui nous concerne contre BOULIN et sa réforme anti-ouvrière.

Nous pensons que le texte suivant adopté à l'unanimité en assemblée générale des travailleuses et travailleurs d'AMBROISE-PARÉ, même s'il n'est qu'un premier pas et ne suffit pas en lui-même, en est positivement la preuve :

« Réunis pour discuter des graves problèmes de la formation du pool des garçons, qui a pour résultat de

rendre polyvalents les garçons et les aides-soignants, et de l'utilisation du dispatching, anti-humanitaire et visant à rentabiliser le travail du personnel hospitalier, au mépris du confort des malades et des relations humaines qui leur sont nécessaires.

Ils mandatent les syndicats pour rédiger un tract d'information au personnel et aux malades, et appellent à une délégation massive à la direction pour exposer ces problèmes et exiger satisfaction à leurs revendications.

Les travailleuses et travailleurs présents à l'AG convoquée en commun par la CFDT et la CGT se félicitent que cette AG ait eu lieu. Ils considèrent que c'est un premier pas dans la voie de l'unité, ils souhaitent que des AG soient convoquées et préparées régulièrement.

Alors qu'au Journal Officiel du 4 mai sont parus les cinq premiers décrets d'application de la réforme hospitalière qui veut atomiser et livrer aux appétits des capitaux privés le grand corps de 56 000 salariés de l'Assistance publique,

Les travailleuses et travailleurs présents demandent à leurs organisations syndicales :

— Au niveau de l'établissement, de la région parisienne et nationale, de prendre tous contacts pour organiser unitairement une riposte de masse à BOULIN et son gouvernement pour empêcher l'application anti-sociale et anti-ouvrière de la réforme hospitalière.

Pour leur part, ils s'engagent à œuvrer dans ce sens au niveau de l'établissement ou dans leur service, conscients de la nécessité d'informer et d'organiser pour préparer la riposte nécessaire. Conscients que cette bataille centralisée est le seul moyen d'empêcher que s'institue une médecine du riche et une médecine du pauvre.

(Soumis à la discussion et au vote, voté à l'unanimité, expédié aux Unions syndicales parisiennes, aux fédérations des services publics et de santé, et aux syndicats des Etablissements. 32 FRANCS ont été collectés pour financer les expéditions.)

AMBROISE-PARÉ

BOULOGNE, le 10 mai 1972. »

I.O. - Sécurité Sociale c.a. 1

menaces sur le personnel

Sous prétexte de la mise en place de l'automatisation, le ministre Boulin et les directions veulent livrer au secteur privé le travail d'imprimerie de la CPCAMRP.

Depuis 1959, toute la politique des gouvernements de la V^e République, présidés par De Gaulle puis Pompidou, tenteront constamment de prendre des mesures visant à réduire les prestations des assurés et à liquider l'institution de la Sécurité sociale.

Toute cette politique a eu des conséquences négatives pour les agents de la Sécurité sociale.

Aujourd'hui, c'est l'imprimerie dont on veut livrer les activités à des entreprises privées capitalistes. Motif invoqué : LA RENTABILITÉ ! Rentabilité pour qui ? Rentabilité au nom de quoi ?

Les milliards distribués aux firmes Burroughs, I.S.T.E., R.I.A., etc., et autres sociétés fournissant les matériels d'informatique, visent-ils aussi à la rentabilité ? Mais la charge de l'imprimerie d'Ornano et de son personnel avec des droits et garanties est trop coûteuse !

La Sécurité sociale est mal gérée, il faut rentabiliser, tel est le mot d'ordre du patronat et de son gouvernement.

Avec le gouvernement Pompidou-Chaban-Boulin, toutes les mesures prises visent à satisfaire les besoins du capital,

le PROFIT. Voilà pourquoi le ministère, le conseil d'administration et leurs représentants veulent rentabiliser la CPC, supprimer l'imprimerie du boulevard Ornano ou la réduire au minimum.

« A la rentabilité, à toute la politique dite de rentabilisation, comme toute la classe ouvrière, les travailleurs de la Sécurité sociale, les agents du boulevard Ornano disent : C'EST ASSEZ !

Le peuple de France, en infligeant une cuisante défaite, sur le terrain électoral, à tous les partis du grand capital, y compris le parti radical des Servan-Schreiber et Maurice Faure, a indiqué clairement le gouvernement qu'il veut.

A l'URSSAF, à la CPC, à la CRAMP, à la CAF, à la CNU, en votant en plus grand nombre pour les listes de la CGT et de la CGT-FO, les salariés des Caisses — les techniciens en premier lieu — mais aussi toutes les catégories, montrent précisément, eux aussi, comment et par qui ils entendent que se réalise l'unité pour le coefficient 220.

Pour la défense de la qualification, l'augmentation substantielle des salaires et de tous les coefficients comme immédiatement à la CPC pour la défense de l'imprimerie du boulevard Ornano et de son personnel.

PARTICIPEZ NOMBREUX AUX JOURNÉES D'ETUDES DE L'O.C.I. DANS LA REGION PARISIENNE

- 75. dimanche 18 juin à 9 heures, local A.J.S., 87, rue du Faubourg-saint-Denis, avec Claude Chissery.
- 78, 91, 92 dimanche 18 juin à 9 heures, Surannes, théâtre Jean Vilar, avec Pierre Lambert.
- 93. dimanche 25 juin à 14 heures, salle de l'Épicerie, 12, rue du Renard, Paris-4^e, avec Pierre Levasseur.
- 94. samedi 17 juin à 14 heures, mairie d'Alfortville, avec Robert Clément.
- 95. dimanche 25 juin à 14 heures, salle de la Croix-Blanche, Saint-Leu-la-Forêt, avec François de Massot.
- Militants de la Sécurité Sociale, dimanche 25 juin à 9 heures, A.J. des Mureaux (78), avec Pierre Lambert.
- Militants du secteur Santé, dimanche 25 juin à 9 heures, C.L.A.J. Poissy (78), avec Pierre Camus.
- Militants des P.T.T., de la Recherche, du Bâtiment, des Banques, dimanche 25 juin à 14 heures, local A.J.S., 87, rue du Faubourg Saint-Denis, avec Patrice Sifflet et Charles Margue.

A.J.S. : RENDEZ-VOUS EN JUILLET-AOUT AVEC L'A.J.S., 3.500 JEUNES SE PREPARERONT A LA PERIODE REVOLUTIONNAIRE

Mille jeunes travailleurs et militants sont déjà inscrits aux camps d'été de l'A.J.S. L'objectif fixé par le Comité National est de 3 500 participants. La bataille vient tout juste de commencer à Paris et en province et le tiers des objectifs est déjà atteint. Militants, jeunes travailleurs, étudiants et lycéens, inscrivez-vous aux camps de l'A.J.S.

INSCRIPTIONS RECUEILLIES AUPRES DU B.N. :

COMPTANT : 230 F - CREDIT 250 F

UAB
Biblioteca de Comunicacão
Fotomoteca General
CEDOC

Participez aux journées d'étude : « LE TROTSKYSME AUJOURD'HUI »

Nous publions ci-dessous des comptes rendus de trois meetings tenus la semaine dernière par l'O.C.I. parmi de nombreux autres qui se sont déroulés et auront lieu dans toute la France. Que ce soit à Lyon, à Dijon ou à Aulnay, une avant-garde militante s'est regroupée autour de l'O.C.I. pour débattre des problèmes les plus importants de l'heure, au lendemain de l'échec cinglant qu'a subi le gouvernement POMPIDOU-CHABAN au référendum. Ces problèmes, en fait, se résument en un seul : comment organiser dans une seule organisation nationale, toutes les forces militantes de la classe ouvrière et de la jeunesse qui savent que la crise révolutionnaire est de plus en plus imminente dans ce pays ?

Ces meetings de l'O.C.I. représentent un pas, un moment du regroupement militant qui trouvera son expression organisée dès la rentrée d'octobre dans les Assises Nationales pour le Front unique ouvrier. En ce sens, ils représentent une étape importante dans la bataille d'organisation qui est celle des combattants de la révolution prolétarienne dans ce pays, bataille qui a pris une nouvelle dimension depuis la Conférence nationale des militants des 5 et 6 février 1972 et une nouvelle ampleur depuis l'échec gouvernemental au référendum.

De nombreuses forces, des couches entières de militants révolutionnaires, de jeunes viennent à la révolution, se préparent à la crise imminente. Ce

sont ces forces, ces expériences diverses qu'il faut fusionner dans un seul courant. Ce sont ces militants et ces jeunes révolutionnaires avec lesquels l'O.C.I. ouvre la discussion. Comprendre pour s'organiser, s'organiser pour combattre, combattre pour vaincre, tel est le sens des meetings de l'O.C.I.

C'est d'ailleurs pourquoi l'O.C.I. a décidé d'organiser partout, dans toutes les villes importantes de France comme dans plusieurs secteurs de la Région Parisienne, avant la fin du mois de juin, des journées d'études sur « Le trotskysme aujourd'hui », où cette discussion très large et très riche pourra se développer.

L'O.C.I. sait que de nombreux mili-

tants ayant différentes expériences dans la lutte des classes acceptent de combattre à ses côtés, dans les rangs de l'Alliance ouvrière, de l'AJS, des Comités pour l'unité ouvrière appelés à se constituer dans la prochaine période. Mais elle sait également que nombreux sont les militants qui cherchent une réponse d'ensemble à leurs préoccupations, qui ont besoin de comprendre la totalité des questions qui se résument dans le Programme de la IV^e Internationale pour avancer dans leur combat.

C'est pourquoi l'O.C.I. organise des journées d'études sur « Le trotskysme



à Aulnay-sous-Bois

Le vendredi 26 mai s'est tenue à Aulnay-sous-Bois une réunion publique de l'O.C.I. qui a regroupé 70 participants, enseignants, travailleurs et jeunes. Cette réunion s'est tenue dans une salle municipale accordée par la municipalité ouvrière d'Aulnay-sous-Bois, conduite par Robert Ballanger, président du groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale. C'était là le résultat d'une bataille de plusieurs mois pour la démocratie ouvrière qui avait vu plus de 400 militants, travailleurs et jeunes demander par pétitions le droit d'une salle pour l'O.C.I. et l'AJS.

La discussion fut introduite par un rapport du camarade Jean-Louis Argentin, au nom de l'O.C.I. L'orateur montra l'importance de la discussion politique et du combat pour l'unité ouvrière pour tous les militants ouvriers au moment où, à l'échelle internationale et nationale, montent et se rassemblent tous les éléments, tous les facteurs de la révolution prolétarienne.

Il définit comment le mouvement puissant de la classe allant vers des affrontements décisifs expliquait le désarroi de la bourgeoisie et les oscillations des appareils aussi bien à Moscou qu'à Paris dans leur politique de défense du statu quo et de l'ordre social. Il montra comment le mouvement de la classe qui se reconnaît encore dans ses organisations traditionnelles exigeait, comme l'avaient montré les résultats du référendum, que les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste français prennent leurs responsabilités et revendiquent le pouvoir pour satisfaire les revendications des masses. Il définit comment, dans les circonstances politiques actuelles, l'O.C.I. en-

tendait combattre pour le Front Unique et aborda la question des élections en montrant le sens de la convocation par l'O.C.I. des Assises Nationales pour le Front Unique Ouvrier.

Dès la fin du rapport, de nombreuses questions furent posées :

- qu'est-ce qu'un parti ouvrier ?
- la place de la petite bourgeoisie ?
- le PSU et les gauchistes ?
- quelles garanties a-t-on que des dirigeants qui ont déjà trahi en 36, 45, 68 ne trahiront pas de nouveau ?
- les ouvriers ne sont-ils pas déjà assez conscients pour chasser les bureaucrates ?

Après que le camarade Gérard Bauvert, membre du BN de l'AJS et secrétaire de la Fédération Paris-Nord-Est aient défini la place de la jeunesse dans la lutte pour le gouvernement ouvrier, le camarade J.L. Argentin devait, après avoir répondu aux questions, conclure la réunion en montrant que la meilleure garantie de la victoire résidait, pour l'O.C.I., en combattant pour la dictature du prolétariat et le gouvernement des soviets, dans la construction du parti révolutionnaire et dans le renforcement de l'O.C.I., mais qu'aucun autre préalable que le bloc classe contre classe, ne devait être apporté à l'unité des organisations ouvrières. Il proposa au vote une résolution, contrat d'association des militants pour l'unité ouvrière, qui fut adoptée par l'ensemble des participants moins 1 contre et 5 abstentions. 400 francs furent versés en soutien à l'O.C.I. La séance fut levée au chant de l'Internationale.

Correspondant I.O.

Avec les militants de Lyon

VENDREDI 2 juin, l'O.C.I. tenait à Lyon un meeting public. Au lendemain du référendum qui s'est conclu par un nouvel échec pour le gouvernement Pompidou-Chaban, il s'agissait, pour les militants révolutionnaires d'affirmer la perspective qui peut ouvrir une solution positive à la crise de la société dans l'impasse. C'est pourquoi l'O.C.I. a tenu fin mai et tiendra début juin toute une série de meetings publics dans toute la France.

150 militants, travailleurs et jeunes se sont rassemblés à Lyon avec l'O.C.I., 150 parmi lesquels les cercles de l'AJS, les cercles étudiants, mais aussi les cercles de jeunes travailleurs de la Croix-Rousse et d'autres quartiers de la grande ville. Les camarades du bâtiment de Lyon, ceux de la métallurgie aussi, étaient là, ainsi qu'une forte délégation des travailleurs de l'usine Rhodiaceta. Les enseignants étaient présents, d'autres étaient fait excuser du fait des réunions de fin d'année dans les écoles ce soir-là...

Le camarade Paul DUTHEL, membre du Comité central de l'O.C.I. et responsable pour la région de Lyon introduisit la discussion par un rapport qui analysa dans le détail la situation politique présente. L'orateur s'attacha à démontrer comment l'échec politique cinglant infligé au gouvernement du capital par les masses laborieuses des villes et des campagnes, le 23 avril ouvrait une situation où l'exigence des masses se devait de trouver des réponses. Il expliqua pourquoi les révolutionnaires, qui mettent toujours en avant les mots d'ordre permettant de rassembler dans l'unité les travailleurs et leurs organisations contre la bourgeoisie, se battent aujourd'hui pour un gouvernement ouvrier, pourquoi ce gouvernement est exigé par les masses sous la forme du gouvernement du P.S. et du P.C.F.

Certes, nous savons, nous, trotskystes, expliqua-t-il en substance, que les partis politiques ouvriers sont dirigés par des appareils qui ne veulent pas de l'unité et défendent une politique contraire aux intérêts historiques du prolétariat. Mais c'est à l'égard de ces partis que les travailleurs tentent de formuler leurs exigences. Les révolutionnaires expriment ce mouvement.

C'est une force qu'il faut construire, et rapidement dans ce pays, conclut Paul DUTHEL. Seule une telle force ou la jeunesse doit prendre toute sa place, est en mesure d'imposer l'unité ouvrière à ceux qui n'en veulent pas dans les rangs ouvriers. Que la discussion la plus large s'ouvre sur ces questions.

Cette discussion a commencé à s'ouvrir lors de ce meeting. Les jeunes révolutionnaires montrèrent dans le débat comment il était possible aujourd'hui de déployer les forces de l'AJS. Pour cela, pour préparer les batailles de la rentrée et le travail d'organisation dans les masses, les camps d'été de l'AJS sont une nécessité. De nouveaux jeunes, après le meeting, se sont inscrits à ces camps.

Un camarade, cadre syndical de la FEN proposa qu'une pétition de travailleurs et de militants soit rédigée

à l'adresse des dirigeants des organisations ouvrières de la région lyonnaise pour l'unité ouvrière, pour le gouvernement PS-PCF sans représentant de la bourgeoisie.

Le débat s'approfondit. Le camarade MONNOT, militant de l'O.C.I. à Rhodiaceta prit la parole pour développer l'analyse des rapports politiques qui se font jour aujourd'hui au sein de la classe ouvrière.

Nous reviendrons dans « I.O. » sur la situation à l'usine Rhodiaceta de Lyon ainsi que sur les problèmes du trust. Il faut savoir par exemple qu'aujourd'hui l'usine de Lyon comptait plus de 7.000 ouvriers lors de la grande grève de mars 1967, elle n'en a plus aujourd'hui que moins de la moitié.

Le camarade MONNOT montra comment les travailleurs aspirent à l'unité ouvrière et, par conséquent, quelles sont les responsabilités des militants révolutionnaires dans cette situation. Nul doute qu'à partir de la force rassemblée dans ce meeting de l'O.C.I. il soit possible d'avancer rapidement à Rhodia et dans d'autres entreprises de la région de Lyon vers la constitution de groupes d'ouvriers révolutionnaires.

Pour une fois, un militant maoïste de « Front Rouge » parla à Lyon dans une réunion de l'O.C.I. pour demander comment il fallait caractériser la direction du PC chinois.

Paul DUTHEL répondit aux questions posées, sur le maoïsme, sur l'unité ouvrière, sur la nécessité de l'organisation. Il ouvrit devant la salle attentive et qui montra à plusieurs reprises son accord par des applaudissements nourris, la perspective d'une autre réunion, d'une journée d'étude sur le trotskysme qui se conclura par l'appel aux militants pour l'organisation dans les rangs de l'O.C.I. réunion qui se tiendra dans le courant du mois de juin.

Nicole BERNARD, qui présidait, fit adopter une résolution à l'unanimité moins 1 voix et quatre abstentions, définissant les tâches à accomplir pour la prochaine période.

Une vibrante Internationale clôtura provisoirement le débat qui se poursuivait d'ailleurs entre les militants après le meeting. Il s'approfondit également dans les cercles de l'AJS, de l'AER, dans le CAO de Lyon, dans l'O.C.I. parmi les ouvriers révolutionnaires de Rhodia, du bâtiment, de la métallurgie, des PTT, chez les enseignants.

Bref, les militants révolutionnaires de Lyon ont donné le coup d'envoi d'une large campagne d'explication et d'organisation indispensable dans la période actuelle où le régime chancelant ne peut s'effondrer qu'en laissant place à une crise révolutionnaire. C'est avec sérieux, avec passion aussi, que le meeting de Lyon a atteint un premier objectif. Il reste encore, comme partout, beaucoup à faire, pour constituer cette force nécessaire au prolétariat pour se préparer et pour vaincre. Mais la conclusion politique de la réunion de Lyon ouvre les plus larges perspectives en ce domaine.

Biblioteca de Comunicació
Hemeroteca General

Correspondant I.O.

Contre la normalisation les médecins s'organisent

Nous avons fait part à nos lecteurs, dans les précédents numéros, de la constitution, à l'appel de l'UNEF et avec le soutien du Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est d'un Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en URSS.

Ce comité, qui rassemble les médecins, psychiatres et psychologues qui entendent répondre à l'appel de Boukovski, qui n'acceptent pas que la psychiatrie soit utilisée comme un moyen de lutte contre l'opposition a déjà reçu le soutien de plus d'une centaine de médecins et de psychologues. Parmi eux, le professeur MILLIEZ, les docteurs SAPIR, AYME, GENTIS, BLANADET, CACHIN, RAP, PAPIROT, ARFOUILLOUX, BETOURNE.

Une journée d'études sur le dossier Boukovski convoquée par le Comité, s'est tenue le 28 mai à l'hôpital Sainte-Anne et a permis aux trente participants de préciser le contenu et la forme de l'action du Comité.

Nous reviendrons dans un prochain article sur les positions des militants de la Ligue communiste présents à la réunion qui se sont illustrés à leur manière, soit en expliquant que le fait qu'il existe en URSS des hôpitaux psychiatriques spéciaux était un moindre mal, préférable en tout cas à l'internement des opposants dans des hôpitaux psychiatriques ordinaires, soit en refusant toute action commune sur cette question avec des médecins, psychiatres et psychologues qui n'affirment pas

leur accord avec la révolution d'Octobre... la Ligue Communiste se réservant à coup sûr le droit de décerner des brevets de pureté révolutionnaire...

Cette affaire concerne, d'après la Ligue, le seul mouvement communiste... questions : faut-il compter dans ce mouvement, HUSAK qui emprisonne les militants du Printemps de Prague ou LUNDTZ, le médecin-psychiatre russe du KGB, responsable de la majorité des internements ? à cette question, les militants de la Ligue n'ont pas répondu...

Pour le Comité, en tout cas, l'objectif est clair : IL FAUT SAUVER DE L'ASILE les militants qui s'y trouvent enfermés, comme malades mentaux, parce qu'ils combattent pour les droits civiques et parce qu'ils ont protesté contre l'intervention en Tchécoslovaquie.

Les dirigeants soviétiques, pour éviter des procès politiques, utilisent la psychiatrie pour contraindre au silence les opposants et les forcer à capituler...

A l'appel de Boukovski, les psychiatres, les médecins se doivent de répondre et d'affirmer leur refus de voir la psychiatrie devenir un instrument de la raison d'Etat. Le combat pour une COMMISSION MEDICALE D'ENQUETE s'inscrit dans un combat plus large pour les libertés démocratiques, pour le droit à l'expression et aux manifestations telles qu'elles sont garanties par la constitution soviétique...

aujourd'hui», à l'issue desquelles elle appellera ouvertement les militants, travailleurs et jeunes à rejoindre le combat de l'OCI, pour la construction dans ce pays du Parti révolutionnaire, de la section française de la IV^e Internationale en reconstruction.

L'OCI ne lance aucun ultimatum aux militants de la lutte des classes. Mais elle affirme et affirmera avec force la nécessité pour les militants conscients et décidés de construire cette organisation, son organisation, l'OCI afin que soient rassemblés par la suite et dans le même mouvement, des dizaines de milliers de militants ouvriers, et de jeunes combattants de la révolution.

200 à Dijon

A l'appel de l'OCI, soutenue par le Bureau de ville de l'AJS, 200 militants sont venus débattre de la politique de l'OCI, dans la période ouverte par la défaite du gouvernement Pompidou-Chaban au référendum du 23 avril.

Claude Chisseray, membre du CC de l'OCI, analysant la situation politique où les « conditions politiques sont réunies pour la satisfaction des revendications », ainsi que la manière par laquelle les révolutionnaires ouvraient une issue aux travailleurs, sur l'ensemble des terrains de la lutte de classes, que ce soient les grèves, les luttes, le terrain électoral, par la perspective du gouvernement ouvrier sans représentants du capital, par la volonté qu'ont les travailleurs qu'il faut que ça change, par la nécessité, après le référendum, que le PS et le PC dont la force additionnée représente la majorité dans ce pays, revendiquent le pouvoir pour eux-mêmes, contre la bourgeoisie, pour appliquer les dispositions communes de leurs programmes respectifs.

La grève du 7 juin fut analysée ainsi que la manière dont les révolutionnaires devaient en toute indépendance politique intervenir à propos de cette grève.

Plus de 10 militants prirent tour à tour la parole :

— la secrétaire du Cercle des Jeunes Communistes qui expliqua qu'à son avis lorsque le Parti Communiste parle de l'Union de la Gauche et des forces démocratiques, cela signifie qu'il fallait que les syndicats participent au gouvernement ;

— des déclarations communes de militants de l'OCI et du PCF furent lues à la tribune ;

— un militant de la CNT demanda quelle serait la possibilité de contrôle ouvrier sur un gouvernement PC-PS.

Plusieurs autres militants exposèrent les problèmes soulevés par leurs interventions dans la lutte de classes.

Enfin, un militant responsable de la Ligue Communiste s'étonnait des attaques proférées par le camarade Chisseray contre la politique de division de la CFTD à propos du 7 juin et contre la politique de la Ligue Communiste, expliquant que le mot d'ordre de gouvernement PC-PS était une couverture des appareils et que ce qu'il fallait c'était des « luttes à la base et prolongées ».

Il fut répondu à toutes les questions et ce meeting très animé démontra que c'est avec avidité et passion que les militants ouvriers recherchent les solutions et questionnent les trotskystes sur leurs solutions, ainsi que le démontrèrent les nombreuses discussions qui s'engagèrent à la fin.

Préparé par l'activité militante des trotskystes, ce meeting a permis de lever 1.500 F pour la construction de l'OCI, et de resserrer de nombreux liens avec des militants membres du PC et du PS qui s'engagent dans la voie de la lutte pour forger l'unité ouvrière.

Le Comité contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux organise :

Le Mercredi 14 Juin
à 20 h 30

CHU BROUSSAIS
RUE DIDOT — PARIS-14^e

réunion publique

- Contre les hôpitaux psychiatriques spéciaux en U.R.S.S.
- Pour une Commission Médicale d'Enquête

Sous la présidence du professeur MILLIEZ. Avec la participation : des docteurs AYME ; SAPIR ; JANY ; de Jean-Jacques MARIE, préfacier de l'ouvrage de Boukovski : « Une nouvelle maladie mentale en URSS » ; François PARAIRE, pour le COMITE CONTRE LES HOPITAUX PSYCHIATRIQUES SPECIAUX EN URSS.

Les "vrais communistes" de la Ligue Communiste

(Nouveau chapitre)

Nos lecteurs savent que, lorsqu'il fut rendu public, l'Appel « Pour la Tchécoslovaquie » lancé conjointement par la FEN et la Ligue des Droits de l'Homme ne reçut pas l'approbation de la Ligue Communiste. L'argument de Krivine, il y a environ deux mois, était que l'on ne pouvait défendre les militants tchécoslovaques qu'avec les « communistes », c'est-à-dire probablement qu'avec Georges Marchais, car chacun sait que Marchais est communiste.

Pendant quatre à cinq semaines, et alors que la répression se développait à Prague, Rouge resta muet sur sa propre campagne pour la défense des emprisonnés politiques. Une fois n'est pas coutume. Alors que l'on commençait à parler de L. Pachman et que des milliers de militants ouvriers, trotskystes, communistes, socialistes, ainsi que la Ligue Communiste elle-même unissaient leurs efforts pour sauver sa vie et arracher sa libération, Rouge descend dans l'arène.

Dans un texte « d'explication », Rouge du 15 avril réaffirme la position pabliste sur la question de la « lutte » que la Ligue Communiste prétend développer contre la violation des libertés démocratiques dans les pays de l'Europe de l'Est. On lit en effet : « Il est indispensable que les militants tchèques soient défendus par ceux qui ont fait leurs preuves dans le combat anti-capitaliste et anti-impérialiste. » (Rouge, n° 153, 15 avril 1972). Et l'organe pabliste de poursuivre : « Dans ce domaine, s'allier avec les directions de la FEN et du PS qui n'ont rien fait pour défendre les peuples indochinois en lutte et dont certains ont encore le sang des travailleurs algériens sur les mains, c'est donner des armes aussi bien à la bureaucratie tchèque qu'à celle du PCF. »

En d'autres termes, Rouge explique que seuls les « révolutionnaires », c'est-à-dire les pablistes et les partis dirigés par la bureaucratie (ce que Krivine appelle le « mouvement communiste international ») peuvent défendre les libertés démocratiques bafouées en Europe de l'Est par la bureaucratie elle-même.

Le contenu de la position des pablistes sur la Tchécoslovaquie se dévoile dès lors clairement. Encore une fois, Krivine-Mandel apportent leur soutien à l'appareil contre-révolutionnaire de la bureaucratie. Ces gens sont incapables de voir et de comprendre que le Front unique pour la défense des libertés démocratiques

est un terrain fondamental de la lutte des classes, que cette lutte ne souffre aucune exclusivité et que c'est par millions qu'il faut rassembler travailleurs, démocrates et leurs organisations pour la défense des libertés.

D'ailleurs, lors des grands procès stalinien de 1936, Trotsky a démontré clairement aux militants ouvriers du monde entier quel était le contenu du combat à engager pour la défense des droits démocratiques en URSS, partie intégrante de la défense de l'URSS. Le contre-procès de Moscou, présidé par le juriste-philosophe John DEWEY, libéral bourgeois, se situant dans le cadre de la défense des droits de l'homme, permit de démasquer les crimes anti-ouvriers de Staline et de la bureaucratie. Pourquoi Rouge n'explique-t-il pas aujourd'hui que Trotsky a eu tort de faire appel à J. Dewey qui, après la guerre, deviendra, mais cela est une autre question, un agent du plan Marshall ?

Refusant de poser la question sur le terrain solide de la défense des droits démocratiques, la Ligue pabliste combat à boulets rouges la perspective de la Commission Ouvrière Internationale d'Enquête ainsi que tout pas concret effectué en avant dans la voie de sa constitution. Nous apprenons il y a un mois que, dans une entreprise de 22 travailleurs où 21 avaient signé un télégramme pour Pachman, un seul s'y était opposé, militant de la Ligue Communiste. Il est vrai qu'il n'y avait peut-être pas de représentant du secrétariat du PCF dans l'entreprise dont nous parlons avec qui ce militant pabliste aurait pu faire « l'unité ».

Il semblerait pourtant, à la lecture de Rouge n° 159 du 27 mai que la Ligue ait tourné puisque en conclusion d'un appel de psychiatres et de médecins rassemblés par la Ligue, on lit : « Les signataires appellent à la constitution d'une commission d'enquête internationale qui s'engage à ouvrir sans relâche afin de faire toute la lumière sur le contenu du dossier Boukovsky ».

Mais cet appel est accompagné d'un « commentaire » où l'on peut lire : « Boukovsky demande que l'on constitue un comité d'experts pour prouver scientifiquement que les opposants ne sont pas fous, mais nous pensons que la question n'est pas là et qu'il répondra de cette façon serait tomber dans le piège des bureaucraties ». Et la Ligue d'indiquer quelles tâches elle assigne à sa commission d'enquête :

« Dénoncer le subterfuge fait par la bu-

reaucratie à l'égard des opposants politiques assimilés à des fous ».

La lutte pour les droits démocratiques en URSS ? La lutte pour mobiliser les forces internationales de la classe ouvrière afin de faire libérer les opposants ? Cela, pour la Ligue, n'est pas assez « révolutionnaire ».

Car, poursuit Rouge, n° 159 : « D'autre part, au moment où se constituait cette commission, l'UNEF (AJS) décidait de faire un comité semblable. Pour plusieurs raisons, il n'a pas été possible de constituer un comité unique :

— leur liste comportait des signatures de réactionnaires qui, eux, souhaitent le retour aux « libertés » capitalistes en URSS ;

— leur liste a le soutien d'un comité pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est, qui comporte aussi la signature des Bergeron et autres Marangé ».

Ainsi, pour la Ligue pabliste, le combat pour les droits démocratiques en URSS et en Europe de l'Est serait prétendument identifiable aux visées réactionnaires de l'impérialisme contre les Etats ouvriers. La Ligue ne fait ainsi que démontrer une fois de plus qu'elle est pour le « statu quo » en Europe de l'Est et en URSS ; elle assume son rôle de flanc-garde du stalinisme, dans les petites choses, comme dans les grandes.

Refusant le combat pour le Front unique ouvrier international contre les normalisateurs de Prague et de Moscou, ayant refusé de défendre Pachman, ne parlant même plus de ses propres sympathisants, de Petr UHL et de ses camarades que, pour notre part, nous défendons quotidiennement et inconditionnellement, par delà les divergences que nous pouvons avoir avec ces camarades, la Ligue pabliste tente de torpiller la commission d'enquête internationale du mouvement ouvrier au nom de la commission d'enquête qu'elle met en place.

Mais déjà la campagne Pachman a démontré qu'un certain nombre de militants de la Ligue ont combattu dans l'unité pour arracher sa libération. Avec tous les militants honnêtes, y compris ceux de la Ligue, les militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance ouvrière continueront à se battre inlassablement pour que le mouvement ouvrier déploie ses forces pour arracher la libération de G. BOUKOVSKY, de M. MARTICHENKO, de P. UHL et de tous les autres. CEDOC

" principes " et pratique de la coexistence

DANS le cours de la guerre contre-révolutionnaire que l'impérialisme américain livre contre les peuples d'Indochine, l'horreur n'est certes pas un nouveauté. Mais c'est un fait, qu'aujourd'hui, le gouvernement Nixon bat ses propres records dans le domaine de la barbarie.

« Jamais auparavant au Vietnam (et sans doute dans aucune guerre) la puissance aérienne n'avait été utilisée avec une telle férocité, écrit le New York Times du 27 mai qui explique : des sources militaires ont confirmé par exemple que des attaques par B 52 dont chacun transporte 24 tonnes de bombes ont été employées contre des détachements ennemis de 20 ou 30 hommes. »

Au tapis de bombes destructeur, seul moyen de « soutenir » les fantoches de Thieu, s'ajoutent les raids de terreur sur le Nord-Vietnam. On y utilise des « bombes intelligentes », c'est-à-dire des engins guidés par laser sur leurs objectifs dont les capacités de destruction sont ainsi multipliées. Cependant, les ports de Hanoi et de Haiphong sont toujours minés, ce qui constitue un acte de « piraterie internationale » comme l'a justement défini le gouvernement du Nord-Vietnam.

C'est dans ce contexte que se sont tenues les discussions de Moscou entre Nixon et les dirigeants du Kremlin, que les toasts et les déclarations de satisfaction se sont succédés et que Kossyguine a déclaré, parlant des accords signés entre les deux gouvernements, qu'il « s'agissait d'une victoire de tous les peuples épris de paix ».

Le quotidien du Parti communiste français, L'Humanité, a été dans l'ensemble d'une grande discrétion pendant le séjour de Nixon à Moscou, donnant un strict minimum d'informations et limitant le plus possible son commentaire.

Mais, le 1^{er} juin, le Bureau politique du PCF rendait public un communiqué examinant les « conclusions des récents entretiens entre les dirigeants de l'Union soviétique et Nixon ».

« Ces entretiens — assure la déclaration du Bureau politique — se situent dans le cadre d'une politique de coexistence pacifique entre Etats à régimes sociaux et économiques de nature différente. »

Et de préciser :

« La coexistence pacifique impose le respect de principes inviolables : la souveraineté nationale et le droit des peuples à disposer librement de leur sort ; l'égalité en droit des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, le règlement pacifique par la négociation de tous les litiges internationaux. »

Cette énumération de « principes inviolables » ne fait que reprendre les affirmations abstraites les plus générales du droit international bourgeois et ignore délibérément les problèmes réels de la diplomatie, des rapports entre Etats, c'est-à-dire des rapports de force.

Admettons un instant (pure supposition destinée à faciliter le raisonnement, l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968 pour interdire aux travailleurs de Tchécoslovaquie de reprendre le contrôle politique de leurs conquêtes est là pour prouver ce qu'est dans les faits la politique des dirigeants du Kremlin) que Brejnev et son équipe cherchent à s'inspirer de ces édifiants principes.

On ne peut prétendre un instant que ce soit le cas de l'impérialisme américain : la souveraineté nationale, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la non-ingérence : tous ces principes sont ouvertement violés par le gouvernement Nixon qui, en plus, entend imposer sa loi au monde en organisant le blocus des ports nord-vietnamiens.

Aussi, si l'on accepte la terminologie du communiqué du PCF, il faudrait en conclure que, pour des motifs qu'il resterait alors à expliquer, le gouvernement de l'Union soviétique a été contraint de traiter avec un gouvernement qui viole ouvertement les règles du droit international, qui mène une politique d'agression, qui déchaîne systématiquement les plus terribles moyens de destruction contre les masses du Vietnam parce qu'elles combattent pour l'indépendance nationale.

Or, la déclaration commune signée à Moscou par Nixon et Brejnev précise que les deux gouvernements sont « d'accord pour souligner qu'à l'âge nucléaire la coexistence pacifique est la seule base sur laquelle il est possible de mener leurs relations mutuelles. Les divergences idéologiques et les différents systèmes sociaux ne sont pas des obstacles au développement bilatéral des relations normales basées sur les principes de souveraineté, de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et des avantages réciproques ».

Ainsi, Nixon et Brejnev se décernent réciproquement un brevet de bons artisans de la « coexistence pacifique ». En clair, la guerre contre-révolutionnaire menée dans le but de « pulvériser » le Vietnam comme l'écrit un journal américain « n'est pas un obstacle » au développement de relations bilatérales normales.

Le communiqué ajoute : « Quand le leader de l'impérialisme américain est contraint de discuter avec les dirigeants soviétiques, c'est un recul de l'impérialisme... ».

Mais le communiqué du Bureau politique du PCF se garde bien de tout commentaire car il est clair que les discussions et les accords de Moscou ont avant tout signifié que l'impérialisme pouvait chercher à imposer sa loi par la terreur sans que cela modifie ses relations avec les dirigeants du Kremlin.

« Le fait est qu'il n'y a plus rien maintenant qui pousse le président Nixon à stopper les bombardements ou à lever le blocus », commentait James Reston dans le New York Times du 26 mai.

Ce sont les besoins généraux de l'impérialisme et les besoins politiques immédiats de Nixon qui ont été d'abord servis à Moscou. Voilà ce qu'est la « coexistence pacifique ».

Le communiqué du Bureau politique du PCF se réjouit par ailleurs du fait que la « décision a été prise de passer à l'étape des consultations multilatérales pour la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ».

Et d'ajouter :

« Dans ce contexte général, le gouvernement français doit travailler activement à la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et à sa convocation dans les délais les plus brefs... Dans l'intérêt de la paix et de l'indépendance nationale, la France doit occuper immédiatement sa place à la conférence de Genève sur le désarmement. »

Ainsi, ce qui ouvrirait un avenir progressif aux masses travailleuses d'Europe, ce serait la conclusion d'un accord acceptable aussi bien par Heath que par Franco, l'établissement d'une « sécurité » qui ne peut signifier que le maintien de l'ordre réactionnaire de la bourgeoisie là où il existe, la perpétuation de la division de l'Europe. Dans ce cadre, bien entendu, Pompidou peut être un messager de la paix qui en vaut bien un autre et l'on comprend que le Bureau politique du PCF lui donne des conseils sur la marche à suivre... Cela aussi, c'est la « coexistence pacifique ».

Le parasitisme ronge l'économie américaine

LES accords commerciaux n'ont occupé qu'une faible place lors de l'annonce des résultats de la rencontre Nixon-Brejnev, présentée comme le sommet de la coexistence pacifique. Ce qui ne veut pas dire que le terrain d'ultérieures négociations et accords n'ait pas été préparé.

Selon *Entreprise* du 26 mai,

« Les dirigeants de Washington ont décidé d'accorder à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée, réduisant du même coup à leur niveau le plus bas les entraves aux échanges. Cette première mesure sera assortie d'un prêt de plusieurs milliards de dollars à un taux très bas dont le remboursement s'échelonne sur plusieurs dizaines d'années. Ce prêt servira à acheter aux Etats-Unis les équipements industriels lourds et des machines-outils que l'URSS ne peut actuellement produire. »

« En échange de ces avantages, l'Amérique aura accès aux richesses sibériennes de pétrole et de gaz naturel — cette énergie de base dont l'industrie américaine a un besoin de plus en plus grand. Elle pourra même, dit-on, construire dans la mer d'Okhotsk ou la mer de Bering un port pétrolier à son usage qui sera relié aux champs pétroliers de Sibérie par un gazoduc spécial. »

Mais les perspectives de la réintroduction massive du capital dans les économies ayant échappé à l'appropriation privée des moyens de production passent par la mise en place des conditions permettant à l'impérialisme de reprendre ses conquêtes au prolétariat mondial, donc de l'affronter victorieusement. Or, si l'impérialisme, par Nixon délégué, orchestre les plans de la coopération contre-révolutionnaire, « l'initiative des luttes demeure aux mains du prolétariat, donnant à cette coopération toutes ses limites » (cf. article de S. Just, *La Vérité*, n° 556).

C'est pourquoi, en matière d'accords économiques et commerciaux entre l'URSS et les Etats-Unis, il n'y a guère, à l'étape actuelle, que des perspectives, même si de tels accords représentent une nécessité vitale pour l'économie capitaliste mondiale. « En ayant lieu, et en se déroulant conformément aux prévisions, la rencontre moscovite a ouvert la voie à de multiples négociations. " Nos deux pays ont beaucoup de choses en commun ", a notamment déclaré le président américain », écrivait P. Drouin dans le numéro du 2 juin d'*Entreprise*.

Après les accords de Washington de décembre fixant de nouvelles parités entre les principales monnaies (en particulier une dévaluation du dollar de 7,89 % par rapport à l'or), la satisfaction n'était que de façade. Les accords ne réglaient rien et permettaient tout juste aux économies capitalistes de souffler un peu en cherchant les moyens d'éviter une nouvelle vague d'inflation dont personne ne cherche à nier la possibilité. Le mouvement de baisse des taux d'intérêt exprimait ainsi l'espoir des économies européenne et japonaise de voir refluer vers les Etats-Unis les capitaux flottants, en particulier les 20 milliards de dollars qui ont quitté les USA dans les semaines précédant le 15 août 1971 et de différer le retour de la spéculation sur leurs monnaies.

Or, si la baisse des taux d'intérêt aide à une relance du crédit dans une situation d'inflation, elle contribue aussi à aggraver cette inflation. C'est pourquoi le gouvernement Pompidou-Chaban, s'il s'est efforcé de relancer les facilités de crédit aux entreprises, ne peut le faire que sélectivement et n'a autorisé qu'une baisse du taux d'escompte faible par rap-

port à celle des autres Etats capitalistes, tant sa crainte des conséquences d'une augmentation de l'inflation sur l'économie française le hante.

Les capitaux flottants ne sont pas restés aux Etats-Unis où, pourtant, selon la presse du capital, la reprise de l'expansion, comme aux plus beaux jours, se traduit par un taux de croissance annuel de la production industrielle de 7 %. Mais les conditions mêmes de cette reprise sont les facteurs de futures crises d'une ampleur certainement supérieure à tout ce que l'on a pu connaître dans le passé.

Après la décision de Nixon de relever de 10 % le prix des importations et de modifier les parités, l'impérialisme US s'est lancé dans un programme d'expansion de caractère inflationniste, malgré le blocage des prix et des salaires : abaissement des taux d'intérêt, déficit budgétaire record de 25 milliards de dollars, augmentation des dépenses militaires.

Si bien que, pour le premier trimestre 1972, la hausse des prix a représenté plus de la moitié de la croissance du PNB (6,2 % contre 1,7 % au dernier trimestre 1971).

Les prix de détail augmentent au rythme de 6 % l'an et particulièrement le prix des produits alimentaires. Autres indices du sens réel de la « reprise » américaine : la persistance d'un taux de chômage de près de 6 % de la population active et d'un déficit de la balance commerciale supérieur, au premier trimestre, à celui de l'année 1971 tout entière.

Ainsi, la relance américaine contribue à l'accentuation de l'inflation aux Etats-Unis comme dans le monde. Car les déficits, tant de la balance des paiements que de la balance commerciale, signifient que l'impérialisme US paie ses partenaires en dollars inconvertibles qui demeurent dans les caisses des banques centrales, après échange en devises nationales dans chaque économie.

Au cours du premier trimestre 1972, les banques centrales étrangères ont racheté 3,5 milliards de dollars. Les économies allemande et japonaise sont les premières « bénéficiaires » du déficit commercial US mais aussi les victimes de l'afflux de dollars inconvertibles. Et c'est à partir de cette situation qu'il est possible de comprendre le jeu de l'impérialisme américain illustré par les récentes discussions entre ministres des finances des pays de l'OCDE au cours desquelles les représentants des Etats-Unis ont de nouveau exigé que toute discussion sur une réforme du système monétaire soit accompagnée d'accords commerciaux.

L'objectif des Etats-Unis pourrait être une nouvelle dévaluation massive. Mais les conséquences d'une telle décision sur le plan intérieur américain, c'est-à-dire sur les rapports entre les classes, font reculer le gouvernement qui devrait alors se contenter d'un ajustement moins important renforcé par des restrictions d'exportations de la part des autres bourgeoisies européenne et japonaise.

Ainsi se comprend la passivité américaine devant la baisse continue du cours du dollar sur le marché de l'or (actuellement l'once d'or se cote à près de 60 dollars tandis que le cours officiel selon les accords de Washington est de 38 dollars l'once !).

Le facteur de crise permanent que représente l'amoncellement de dollars inconvertibles dans les caisses des banques centrales renforce la position de l'impérialisme américain pour de futures négociations telles qu'il les désire.

Mais à trop jouer ce jeu, c'est de nouveau toutes les conditions d'une phase nouvelle de la crise de décomposition de l'économie capitaliste qui se mettent en place.

Derrière le dopage de l'économie par la relance des fabrications d'armements, base de l'inflation, il faut retarder l'heure des décisions. CEDOC

QUE SE PASSE-T-IL EN POLOGNE ?

La situation actuelle en Pologne mérite que l'on fasse, même brièvement, le point sur le développement de la révolution politique engagée en décembre 1970. Au moment où NIXON est reçu avec tous les honneurs par les bureaucrates de Varsovie et où la presse bourgeoise se félicite d'un prétendu enthousiasme des masses polonaises pour cette visite, il s'agit de comprendre les raisons de l'intérêt subit de l'impérialisme pour ce pays. Car tant la presse bourgeoise que celle de la bureaucratie font tout pour que le silence retombe sur la Pologne ouvrière, comme si tout appartenait désormais à un passé révolu. D'ailleurs, la Ligue pabliste et le PSU ne sont guère plus loquaces sur cette situation que les bureaucrates et les bourgeois. Mais la révolution politique, nous l'allons démontrer, se poursuit en Pologne...

En avril s'est tenue à Varsovie une réunion du corps supérieur de l'Armée où Jan SZYDLAK, membre du Bureau politique du POU, a présenté un tableau très sombre de la situation économique et sociale du pays. Il a déclaré que le bilan de l'année 1972 serait pire que celui de l'année précédente. Si en 1971, la crise économique a pu être quelque peu freinée, a-t-il dit, c'est grâce aux crédits soviétiques et américains (délais de faveur accordés par les USA pour le paiement des dettes remontant à 1956), grâce aux importations massives de blé d'URSS, de biens de consommation et de devises.

Or, la Pologne ne peut plus compter sur une telle aide massive de l'URSS occupée par ses propres problèmes. Une grande partie des moyens financiers polonais sont engagés dans des investissements non rentables, légués par Gomulka, mais qu'il faut achever. Dans cette situation, a poursuivi SZYDLAK, le plus grand danger est celui de « la croissance des appétits des masses, la consommation croissante qu'il est impossible de satisfaire ». Et de conclure qu'il faut s'attendre à de nouveaux mouvements sociaux et qu'il faut s'y préparer. A la question posée de la salle : « Sur quel alors la direction du parti compte-t-elle s'appuyer ? », SZYDLAK a répondu : « Egalement sur vous, camarades... »

Il ne s'agit pas là d'une plaisanterie. Car le répit accordé en janvier-février 1971 par la classe ouvrière polonaise à la bureaucratie et à GIEREK s'épuise progressivement, sans que la nouvelle équipe soit en mesure d'apporter des solutions attendues impatiemment par les masses. Depuis un an, GIEREK essaye de faire l'impossible, à savoir tente d'arrêter la vague des revendications, de pacifier le mouvement ouvrier qui est plus fort et plus conscient que jamais ; en même temps, il tente de préserver son propre appareil des tendances à la dislocation et à l'effritement, à empêcher que la lutte des fractions, qui fait rage dans les rangs du parti, ne devienne un tremplin pour de nouveaux assauts des travailleurs.

PROMESSES NON TENUES

En février 1971, GIEREK avait réussi à mettre provisoirement fin aux grands mouvements de grève en sacrifiant quelques personnalités de la bureaucratie parmi les plus compromis et en revenant sur deux décisions, piliers de la « réforme économique » de GOMULKA : annulation des hausses des prix des denrées alimentaires ainsi que de la fameuse réforme dite des « stimulants matériels » introduisant le chômage à grande échelle et abaissant les salaires réels.

Or la force des travailleurs organisés dans leurs comités de grève et commissions ouvrières est restée intacte. Aucune des revendications non satisfaites n'a été abandonnée. Les travailleurs se souviennent de l'exigence formulée le 24 janvier par le comité de grève de Szczecin : « Il faut donner à cet homme au moins un an ou deux... S'il n'y a pas d'amélioration, alors nous dirons : "Camarades, nous avons été dupés à nouveau" » (1)

Il devient de plus en plus évident pour tous que, mis à part de belles paroles et les promesses sur une « Pologne de l'an 2000, forte et prospère », la direction GIEREK n'entend pas réaliser les revendications.

Or les travailleurs ne veulent pas attendre. Des grèves continuent, bien que sous des formes moins spectaculaires qu'il y a un an, et les ouvriers restent sourds à l'énorme propagande florissant l'effort productif dans la meilleure tradition du « stakhovisme ».

Dans un éditorial du 19 mai, le quotidien du parti, Trybuna Ludu, se félicite « de la bonne réalisation du plan » tout

en émettant une critique contre ceux qui, dans les usines, « réalisent mal leurs tâches, se spécialisent dans l'absentéisme et les retards, quittent le travail de leur plein gré ». Sous un titre significatif, « Des exigences suprêmes », est développée l'idée que l'année 1972 est décisive pour la réalisation des résolutions du VI^e congrès du parti et que, par conséquent, « le travail et la discipline sont des exigences du moment ». L'article stigmatise dans des termes violents ceux qui « défont les principes de la discipline sociale et de production dans l'établissement », qui ont « une position passive par rapport aux tâches ». Après avoir constaté que « nous ne permettrons pas que la société paye les frais de la paresse... et parfois même de la démolition », Trybuna Ludu lance un appel pressant à tous les membres du parti pour combattre ces tendances « anti-sociales ».

La peur de SZYDLAK et de la bureaucratie est justifiée car les travailleurs ont l'initiative et combattent. D'autant plus qu'un profond mouvement politique se développe à tous les niveaux : dans les usines, dans les syndicats, à la base du parti, autour de deux mots d'ordre essentiels : indépendance des syndicats et garanties pour les conseils ouvriers. A l'intérieur des syndicats une lutte féroce se développe pour l'élaboration des nouveaux statuts, où toutes les revendications de démocratie ouvrière seraient intégrées.

En l'espace d'un an, presque toutes les sections syndicales, à tous les niveaux, ont subi des remaniements dans leur direction et ce mouvement est loin de se ralentir. Le VII^e congrès des syndicats qui devait avoir lieu déjà l'année dernière — conformément à la volonté des travailleurs et des militants syndicaux — a été constamment repoussé et en principe doit se tenir en novembre de cette année. On mesure par là combien il est difficile à la bureaucratie de « préparer » ce congrès. Et le silence profond de la presse sur la question des conseils ouvriers que réclament les travailleurs témoigne également de la peur qu'a l'appareil stalinien de soulever publiquement ce problème : elle est soulevée dans tous les débats et réunions dans les usines.

Cette situation mouvementée dans les entreprises, le mouvement n'est pas, bien entendu, rectiligne ni uniforme. Il n'en reste pas moins que c'est un mouvement d'ensemble politique, qui mûrit au fur et à mesure que les louvoisements de l'appareil deviennent de plus en plus clairs et compréhensibles pour tous.

On ne peut pas dissocier la situation dans les usines de celle qui règne dans la jeunesse et chez les intellectuels. Car ici également des forces politiques se rassemblent et s'expriment. Le congrès des écrivains du mois de mars a marqué le retour en force des intellectuels persécutés du temps de GOMULKA, en 1968. La bureaucratie n'a pas pu empêcher que soient éliminés ses valets les plus fidèles, tous les « écrivains », à la solde de l'appareil. Une revendication unanime a rassemblé tous les écrivains socialistes : abolition de la censure. Et si en 1968 les intellectuels avaient été l'objet des vexations les plus éhontées, aujourd'hui GIEREK est obligé de multiplier les gestes d'apaisement. La faiblesse extrême de la bureaucratie fut démontrée avec éclat lorsque dix-sept écrivains ont protesté contre des peines très lourdes infligées à l'organisation « Ruch » et exigé que le procès en appel soit public « afin que tout le monde sache pourquoi on condamne ». Et en effet GIEREK a dû consentir à ce que ce procès politique soit ouvert.

De la jeunesse monte une vague de revendications matérielles, particulièrement chez les étudiants. Les journaux étudiants sont pleins de critiques du système d'éducation, du chômage massif des diplômés, des conditions d'études. Mais la revendication qui perce et qui,

peu à peu, tend à rassembler l'ensemble des étudiants, concerne la réhabilitation du mouvement de mars 1968 car, « à l'époque, les étudiants avaient manifesté pour les mêmes objectifs que les travailleurs en décembre 1970 ». Ici aussi l'appareil prépare la répression, voulant interdire le journal Student qui est le principal porte-parole des revendications de la jeunesse universitaire. Analogie frappante : le congrès de l'organisation des Jeunes socialistes qui devait se tenir au printemps de cette année ne semble pas être suffisamment « préparé » par la bureaucratie, car... on n'entend plus parler dans les journaux des préparatifs de ce congrès.

Tant chez les étudiants que chez les intellectuels, apparaît la volonté de cristalliser les discussions politiques dans une (ou plusieurs) plates-formes politiques. Le « Samizdat » polonais a connu une nette croissance ces derniers temps. Des textes circulent, comme celui de l'économiste BRUS, critiquant la politique économique de l'appareil ou ceux de BIENKOWSKI en matière de politique agricole et culturelle, et bien d'autres textes politiques clandestins.



Les récentes élections à la Diète, le 19 mars, avaient montré clairement le manque total de confiance à l'égard de la nouvelle équipe de GIEREK. C'est un phénomène d'ensemble. Car même les élections à liste unique (malgré les revendications sur le changement de la loi électorale) ont été utilisées par les masses pour désapprouver l'appareil dirigeant. Tous les candidats du parti, sauf deux qui ont été placés en tête de liste, sont arrivés en dernière ou avant-dernière place. Rien de surprenant si l'on sait que ces candidats sont les mêmes bureaucrates haïs qui occupaient leurs postes avant la chute de GOMULKA.

Et c'est sur cette toile de fond qu'à l'intérieur du parti se déroule une lutte à mort entre les différentes fractions. Sous la pression du mouvement des travailleurs, le parti de la bureaucratie se disloque, se désintègre de plus en plus. La lutte entre les deux principales fractions — celle de GIEREK et celle du général MOCZAR et ses « partisans » — est loin d'être terminée. Certes MOCZAR lui-même a perdu toutes ses fonctions aussi bien dans le parti (même s'il reste membre du comité central) que dans l'organisation des anciens combattants, qui fut son fief. Mais « les partisans », cette aile la plus réactionnaire et rétrogradée de la bureaucratie polonaise, reste forte, particulièrement dans la capitale.

En septembre de l'année dernière, MOCZAR avait tenté un coup d'Etat contre GIEREK, et c'est seulement le retour précipité de celui-ci, alors à Prague, qui a mis un frein à la conspiration. Immédiatement après, une purge sans précédent a été déclenchée dans le ministère de l'Intérieur. Deux cents directeurs et hauts fonctionnaires ont été destitués. Le principal dirigeant du complot, le vice-

ministre et général MATEJEWSKI, a été mis en jugement avec quatre autres hauts dignitaires de la police. Personne dans le pays n'a cru au motif officiel du jugement et de la condamnation (escroqueries et trafic de devises) : tout le monde savait qu'il s'agissait d'une lutte politique. Pourtant GIEREK n'a pas voulu avoir recours au soutien des travailleurs contre MOCZAR, en dépit d'une haine consommée des masses envers celui qui est tenu comme responsable direct des massacres de la Baltique. On comprend cette peur devant la mobilisation, qui pourrait immédiatement se tourner contre lui-même et approfondir considérablement la dislocation du parti dont il essaye à tout prix de sauvegarder l'unité.

DISLOCATION POLITIQUE DANS L'APPAREIL

Mais le développement du combat général pour les revendications exacerbe la lutte des fractions. A l'automne 1971, un écrivain et journaliste, Jan GERHARD, a été massacré dans son appartement. Malgré le silence de la presse sur les causes et les responsables de cet assassinat, à nouveau tout le monde a su qu'il s'agit là du premier meurtre politique depuis 1956. Car, qui était GERHARD ? Tout simplement membre de la commission spéciale, mise en place au VII^e plénum du parti en décembre 1970, chargée, sous la direction de SZYDLAK, de faire pleine lumière sur les responsabilités dans les massacres des travailleurs du Littoral. On n'a plus entendu parler de cette commission, mais on sait que GERHARD a rassemblé un dossier accablant pour MOCZAR et les siens, aussi bien en ce qui concerne leurs responsabilités en décembre que lors du coup d'Etat manqué de septembre. Il a été liquidé par les hommes de main de MOCZAR. Sur ce fait, la position de GIEREK est précaire. Au début, lorsque la presse a annoncé que les assassins avaient été arrêtés et seront jugés, on s'attendait à un début de règlement de comptes public. Mais non. Les journaux de la semaine dernière, relatant le procès des meurtriers de GERHARD, annoncent allégrement qu'il s'agit de criminels de droit commun qui ont tué pour voler des objets de valeur. Personne n'est dupe. Le procès des véritables responsables de ce crime aurait rouvert les digues à une nouvelle mobilisation. Mais étant donné que GIEREK ne contrôle ni les travailleurs et leurs organisations, ni son propre parti, il fait tout pour éviter l'affrontement ouvert.

Ajoutons qu'il ne s'agit pas seulement pour GIEREK de la fraction de MOCZAR. Un courant de plus en plus fort se manifeste au parti, dont les membres veulent approfondir le processus de « déstalinisation » et de « renouveau » et poussent par conséquent la direction à s'appuyer plus sur les travailleurs, à satisfaire leurs revendications et donc également à nettoyer le parti des « partisans ». Ce courant, représenté entre autres par l'ancien premier secrétaire Edward OCHAB (2), est aussi dangereux pour GIEREK que celui de MOCZAR, car si ce dernier dispose d'une grande force dans l'armée et dans la police, celui-ci tend à s'appuyer de plus en plus sur les travailleurs prêts à se mobiliser pour défendre leurs acquis et revendications.

On voit donc que nous sommes en Pologne en présence d'une situation explosive où, face à la force intacte de la classe ouvrière consciente de ses intérêts, des tendances et fractions s'affrontent au sein de la bureaucratie y compris à sa direction. Une situation où l'impasse économique (empirisme complet en matière de développement économique), les mouvements parmi les travailleurs, la jeunesse et les intellectuels, et la lutte politique s'enchevêtrent étroitement et où le détonateur peut survenir à n'importe quel moment, sans pouvoir même préjuger quel sera ce détonateur. L'essentiel est que le combat des travailleurs détermine la situation et la dislocation progressive de l'appareil. Il est certain que l'on s'achemine vers une nouvelle montée des mouvements de classe d'une très grande ampleur.

(1) Voir Gierék face aux grévistes de Szczecin, SELJO, pp. 86 et 129.

(2) Voir la prise de position publique d'Ochab et la réponse de « I.O. » dans un précédent numéro de Comunicatio.

LE COMBAT DES ORGANISATIONS TROTSKYSTES POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

ON trouvera dans cette page quelques extraits de la conclusion du document soumis par l'Organisation Communiste Internationaliste à la discussion de la réunion internationale d'organisations et de groupes trotskystes qui se tiendra en juillet 1972.

Ce document, « Les tâches de reconstruction de la IV^e Internationale », est intégralement publié dans un numéro de La Correspondance Internationale avec un second document soumis à la discussion internationale et portant sur l'analyse de la situation mondiale de la lutte des classes.

Informations Ouvrières reproduit des éléments de ce document, dans le cadre de la rubrique « Pour la discussion internationale » dans laquelle ont déjà été publiés des articles sur la guerre indo-pakistanaise et la position de la SLL, sur la grève des mineurs et la question du gouvernement en Grande-Bretagne, sur la conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale et où a été menée une première discussion entre l'OCI et le POR de Bolivie.

C'est en effet l'une des tâches qui donnent sa raison d'être à Informations Ouvrières que de rendre compte, aussi largement que possible, du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale qui, aujourd'hui, donne sa dimension concrète effective à l'appel lancé par le Manifeste communiste « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! ».

Pour les organisations, les groupes, les militants qui, partout dans le monde, combattent sur la base du Programme de transition, du programme de fondation de la IV^e Internationale adopté en 1938, il n'est pas question de cacher un seul instant que c'est seulement sur la base de ce programme que peut se fonder l'Internationale Ouvrière, l'Internationale de la révolution socialiste.

Pourquoi ? Parce que le programme n'est pas un catalogue de mots d'ordre, mais la généralisation théorique de l'expérience même de la lutte des classes, parce qu'il constitue, selon le mot de Trotsky, le « sens du parti ». Le Programme de transition, pleinement vérifié par plus de trente ans de lutte de

classes et à partir duquel la continuité politique du mouvement ouvrier, l'unité mondiale de la lutte des classes exprimées en termes de conscience et d'organisation par les formations trotskystes a pu être préservée dans les situations les plus difficiles, est celui de l'Internationale qui sera l'instrument de la victoire. En ce sens, c'est bien la IV^e Internationale, qui n'a pas fait faillite, dont le combat a été poursuivi, qu'il faut reconstruire.

Pourquoi reconstruire ? Parce que la IV^e Internationale proclamée en 1938 a été détruite comme organisation mondiale centralisée sur la base du Programme de transition par un courant liquidateur qui s'était constitué dans les sommets même de l'Internationale, le « pabliste » (du nom de celui qui fut son dirigeant et son idéologue, Michel Pablo), courant qui, aujourd'hui, au nom du prétendu « Secrétariat Unifié », trahit le trotskysme au nom du trotskysme.

C'est comme un élément même du développement de la lutte des classes et de ses contradictions qui s'intègre la crise de la IV^e Internationale, crise qui n'est pas terminée et qui, tout au contraire, comme le dit le document de l'OCI, « n'a cessé de s'approfondir ».

Cette crise, ainsi que l'explique le document de l'OCI « et celle du mouvement ouvrier mondial dominé par le réformisme et le stalinisme constituent un seul et même problème ».

Dans une période où le développement de la lutte des classes conduit tous les combats de la classe ouvrière à se centrer autour d'un seul objectif, celui du pouvoir, toutes les questions politiques relatives à cette lutte se trouvent posées sur le tranchant du couteau. Le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale n'est pas séparé par une muraille de Chine de cette réalité. En même temps que les luttes de la classe ouvrière fournissent les matériaux, les conditions de pas en avant, en même temps que s'aggrave la crise du réformisme et du stalinisme, en même temps que des milliers de militants sont à la recherche d'une issue politique, les nécessités de la clarification politique sont plus fortes,

plus urgentes que jamais pour l'avant-garde.

Parce que la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est d'ores et déjà passée, comme le dit le document soumis à la discussion par l'OCI, « du débat d'idées au stade de la lutte politique », la question des rapports entre la lutte pour la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et la lutte pour la reconstruction de l'Internationale est devenue une question concrète, immédiate, vitale, sur laquelle chaque organisation a dû se prononcer et doit avancer selon la ligne qu'elle a choisie, jusqu'au terme de son orientation.

C'est ce problème qui est au cœur de la crise du Comité International. La direction de la Socialist Labour League de Grande-Bretagne qui, pendant des années, avec l'OCI, avait tenu une place essentielle dans le Comité International associant les organisations combattant le révisionnisme, considère en fait la construction d'un « parti révolutionnaire dirigeant » en Angleterre comme le préalable à toute activité internationale réelle, correspondant aux exigences de la période que nous vivons. D'où sa démission devant les tâches de la reconstruction de la IV^e Internationale qui la finalement conduite à provoquer une scission criminelle et irresponsable, afin de fuir la discussion internationale. Cette attitude est profondément liée à un refus et à une incapacité politiques d'analyser jusqu'à ses racines les origines du pabliste, à faire un bilan véritable de la crise qu'il traverse et que traverse la IV^e Internationale.

Ces questions, parce qu'elles sont vitales, indispensables à l'action, seront au centre de la réunion internationale qui se tiendra en juillet 1972.

Cette réunion est dénommée « seconde session de la pré-conférence ». Pourquoi ? En juin 1970, à l'initiative du Comité International, se tenait une « pré-conférence » (c'est-à-dire une réunion préparatoire à une Conférence Internationale plus large). Un seul document, celui de l'OCI, était présenté au vote. La direction de la SLL demanda que les travaux soient suspendus, afin qu'elle puisse produire un document, que la discussion

puisse se poursuivre. La délégation de l'OCI accepte et à l'unanimité les organisations et groupes présents (SLL, OCI, Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie, Ligue Ouvrière Marxiste du Mexique, Comité d'Organisation des Communistes-Trotskyistes d'Europe de l'Est, organisations et groupes d'Irlande, des États-Unis, de Grèce, du Moyen-Orient, d'Afrique) décidèrent qu'une seconde session se tiendrait en octobre et que le texte de l'OCI « était un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme ».

La direction de la SLL a depuis déserté le terrain de la discussion internationale, bloqué l'activité du Comité International. C'est pourquoi la seule instance commune, quelles que soient les divergences, à toutes les organisations qui s'étaient rassemblées dans la lutte contre le révisionnisme, demeure cette pré-conférence dont il faut donc, pour préparer une nouvelle étape tout en préservant les acquis politiques de la période antérieure, convoquer la seconde session.

Toutes les organisations membres du Comité International — y compris la SLL et les groupes qui se sont solidarisés avec elle — sont convoqués. A la réunion de juillet participeront des représentants des organisations et groupes combattant pour le trotskysme en France, en Hongrie, en Bolivie, au Mexique, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Argentine, au Pérou, au Brésil, en Espagne, au Portugal, en Italie, en Belgique, en Suisse, en Afrique, en Irlande.

Les voyages nécessaires à cette réunion internationale, sa préparation matérielle exigent des fonds considérables. Nombre des organisations participantes œuvrent dans les conditions de l'illégalité et ne peuvent mener de campagne publique.

Assumant ses responsabilités internationales, l'OCI mène une campagne de soutien à la préparation de la pré-conférence. Il est du devoir de tous les militants ouvriers, de tous les jeunes qui ont conscience du fait que sans l'arme de la victoire, l'Internationale et ses partis, il n'est pas possible de vaincre, de s'associer à cette campagne.

EXTRAITS DU RAPPORT PRÉSENTÉ PAR L'O.C.I. A LA CONFÉRENCE DE JUILLET

Il n'est pas douteux que la crise que traverse la IV^e Internationale et le mouvement ouvrier mondial dominé par le stalinisme et le réformisme, est un seul et même problème. La tâche de la deuxième session de la pré-conférence sera précisément d'avancer dans la compréhension commune des problèmes en cause, compréhension de laquelle découlent les tâches.

Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session n'attendant pas l'impossible, la solution rapide de toutes les questions. Elles chercheront à mettre exactement en lumière le caractère et le contenu de la période de l'imminence de la révolution, les tendances et les courants fondamentaux du mouvement ouvrier international, à faire en sorte que l'avant-garde, les travailleurs et la jeunesse prennent connaissance et conscience de ces combats en en discutant les principaux aspects, pour les vérifier par l'expérience de leur mouvement pratique [...].

Le S.I. des années 50, avant sa dégénérescence pabliste, et en partie le C.I. sous la pression de la direction de la SLL, n'ont voulu ni définir ni analyser les problèmes décisifs soulevés dans la lutte de classes et par la construction de la IV^e Internationale et de ses sections. La crise pabliste en a découlé. Les errements de la direction de la SLL, dont les racines ont été analysées dans ce rapport, sont cause de la crise du C.I. Dans ces crises, toutes les nuances, toutes les tendances ont eu la possibilité de s'exprimer. Elles se sont exprimées. Le pabliste — l'une d'entre elles — s'est transformé en courant liquidateur étranger au trotskysme. Il est temps de formuler des conclusions, précises, positives, qui puissent servir de base à une activité pratique systématique pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

La situation est maintenant claire. Il faut donc définir ce qui est, pour déterminer avec qui l'on est et où l'on va. La tâche de la deuxième session de la pré-conférence sera de répondre à ces questions. Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session ne se dissimulent aucun des obstacles ni des difficultés pour accomplir cette tâche. Mais, si grands que paraissent obstacles et difficultés, les trotskystes ne renonceraient pas à leur programme car ils savent que c'est seulement en restant fermes sur les principes du programme que l'on peut s'engager véritablement dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale et la construction de Partis révolutionnaires de la IV^e Internationale dirigeant la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Dans le moment présent, après une longue phase d'hésitation et d'attente, de crainte de s'avouer toute la profondeur de la crise, le terrain est déblayé. Per-

sonne ne peut dire si les possibilités d'abrégier cette phase ont été pleinement utilisées, mais une chose est certaine : c'est uniquement en refusant de laisser la porte ouverte aux équivoques et aux fausses interprétations en ne dissimulant pas d'un iota les positions respectives, que le mouvement international pourra faire un pas en avant. Il est plus qu'urgent d'accomplir ce pas car ni le stalinisme, ni le réformisme ni le centrisme n'ont dit leur dernier mot. En particulier le centrisme pabliste qui cherche à détacher les jeunes et l'avant-garde des objectifs révolutionnaires pour leur faciliter, sous le masque du trotskysme, une évolution vers le stalinisme, le nationalisme petit-bourgeois ou le gauchisme décomposé, poursuivra sa tâche réactionnaire. C'est ce centrisme de la petite-bourgeoisie qu'il faut extirper de la IV^e Internationale.

Certes, l'attitude tant à l'échelle internationale qu'à l'échelon de chaque pays envers les militants et groupes qui ne se prononcent pas sur le programme de la IV^e Internationale mais qui font mouvement du stalinisme et de la social-démocratie vers la révolution, a une importance considérable. Un rapprochement avec eux, un travail en commun contre le stalinisme et la social-démocratie sont indispensables. Mais la pierre de touche c'est l'attitude à l'égard de la bureaucratie stalinienne, des courants nationalistes de la petite bourgeoisie dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Défense inconditionnelle de l'URSS, de la Chine, de Cuba, des conquêtes ouvrières des pays de l'Est, de la guerre révolutionnaire au Vietnam, mais indépendance totale, délimitation politique avec la bureaucratie stalinienne et ses partis, avec le castroïsme et le PC vietnamien : lutte partout pour la construction de partis de la IV^e Internationale sous des formes adaptées à la situation.

En aucun cas, les partisans de la IV^e Internationale ne limitent leur programme à ce qui est acceptable. Ils refusent d'embellir la réalité ; en toutes circonstances, ils disent et diront ce qui est. Sur cette question fondamentale, dont dépend littéralement le sort de la révolution internationale du prolétariat, il n'y a plus de place pour l'inexprimé et l'obscurité. Si tant est que place il y ait eu dans le passé, il faut la clarté. Mais en même temps nous savons que ce n'est pas une chose aisée que d'opérer le regroupement sur le terrain des principes et sur le terrain de l'organisation, des militants et organisations capables de défendre le programme par des actes, c'est-à-dire d'organiser leurs forces à l'échelle internationale pour la reconstruction de la IV^e Internationale et, dans chaque pays, pour la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est parce que nous le savons que nous considérons

comme une mauvaise tactique de multiplier les obstacles sous prétexte que le mouvement international n'est pas aussi rapide que nous le désirerions.

La deuxième session de la pré-conférence sera capable de faire un pas en avant. C'est là l'essentiel. Certes cela ne sera pas, répétons-le, chose aisée. Il y faudra des discussions sérieuses qui souleveront, nous n'en doutons pas, bien des difficultés. Mais précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui veulent rester fidèles au programme et ne craignent pas de rompre avec le pabliste liquidateur.

La crise du C.I. pose avec acuité la question de savoir quels sont exactement en ce qui concerne le problème de l'Internationale, les changements qui découlent de la crise ouverte en 1950-53 et qui n'a cessé de s'approfondir. C'est la tâche qui doit être considérée par les organisations trotskystes qui participeront à la deuxième session de la pré-conférence, comme leur principal objectif.

Comprenant qu'à l'époque actuelle de la situation de la IV^e Internationale, il ne saurait être question de proclamer un centre international dirigeant (S.I. ou C.I.) qui, l'expérience du S.U. et du C.I. le prouve, ne dirige rien, l'OCI proposera à la deuxième session de la pré-conférence internationale que soit constitué un « Comité d'organisations pour la reconstruction de la IV^e Internationale ». Une telle proposition découle de toute l'analyse présentée dans ce rapport. Nous constatons que la IV^e Internationale proclamée sous la direction de Léon Trotsky en 1938 a été détruite par le pabliste liquidateur comme organisation internationale basée sur le centralisme démocratique. Nous constatons que, pour ne l'avoir pas compris, la direction de la SLL a tenté de se constituer en direction de l'Internationale, en chargeant en paroles le C.I. d'un rôle de centre international dirigeant, tout en refusant, par ailleurs, d'accomplir les tâches internationales.

SOUSCRIVEZ AU FONDS INTERNATIONAL LENINE - TROTSKY

C.C.P. BLOCH 30 500-79 - 45-La Source

Biblioteca de Comunicació i Hemeroteca General

CEDOC

II. - LA « RÉVOLUTION VERTE »

Ce n'est donc pas, nous venons de le voir (1), la carence de la science qui fait peser sur l'humanité une menace de famine, ce ne sont pas les conditions techniques de l'agriculture qui maintiennent les deux tiers de nos contemporains dans un état de sous-alimentation plus ou moins profond, au moins de déséquilibre alimentaire [carence en protéines, etc.], c'est uniquement et exclusivement le régime social de production, le capitalisme. Le moteur de l'économie capitaliste, c'est le profit, c'est la production de marchandises en tant que valeurs d'échange (susceptibles d'être vendues et de rapporter le profit le plus élevé possible, non aux producteurs salariés, mais aux propriétaires des moyens de production, en l'espèce de la terre et de l'outillage employé pour la cultiver), et non en tant qu'objets utiles, satisfaisant les besoins des hommes.

Ce sont les conditions capitalistes de production qui font que le premier pays agricole du monde, les États-Unis, a pu, entre 1951 et 1960, nous l'avons vu, gaspiller près de la moitié de sa production : ce n'est pas le progrès technique. Et les États-Unis ont donné au monde, sur une échelle gigantesque, notamment pour la production de céréales, l'exemple d'une agriculture extensive, c'est-à-dire qui, au prix d'un rendement bas à l'hectare, investit aussi peu que possible pour améliorer la fertilité du sol, et l'épuise rapidement. Or, c'est l'agriculture intensive, celle qui obtient des rendements aussi élevés que possible par unité de surface (2) et en outre préserve la fertilité à venir du sol, dont le développement est indispensable pour satisfaire les besoins alimentaires des trois milliards et demi d'habitants actuels de la planète — et des sept milliards qui l'habiteront peut-être en l'an 2000. Il en sera ainsi, du moins, tant que de nouveaux procédés de production d'aliments sans sol (par exemple la culture de l'océan, dont parle l'article précédent, la culture hydroponique, c'est-à-dire dans des bacs d'eau douce, la production de protéines par des algues vertes ou bleues, des bactéries, des levures, etc.) ne seront pas appliqués sur une grande échelle. Plusieurs de ces méthodes sont d'ailleurs déjà pratiquement au point, nous l'avons vu, et seul le veto du capital interdit leur emploi sur une grande échelle. En attendant, la surface des terres cultivables reste limitée, même si elle l'est moins que le prétendent les prophètes du M.I.T., et l'agriculture intensive est la seule solution.

Mais elle exige des investissements importants en capital fixe, qui font baisser le taux de profit du capital. Et nous avons vu que cette perspective plonge dans l'anxiété nos supersavants du M.I.T.-club de Rome, et leurs ordinateurs avec eux. Ils se gardent bien, il est vrai, de parler de taux de profit (et de rente foncière absolue), ils se contentent de dire : il faudrait beaucoup de capitaux à investir, et où les trouver ? Ils feignent de raisonner comme si l'économie actuelle fonctionnait dans le but de produire le plus possible de valeurs d'usage, de biens destinés à satisfaire les besoins de l'humanité, et non de réaliser le maximum de profits pour les maîtres de cette économie, qui sont aussi les leurs.

Signes précurseurs de la catastrophe

Ils passent d'ailleurs soigneusement sous silence le fait que tous les pays capitalistes avancés consacrent l'essentiel de leurs budgets agricoles, non à accroître leur production, notamment de céréales, mais au contraire à la restreindre, tantôt en achetant une partie de la production pour la stocker dans les greniers d'État où, comme aux États-Unis, on élève en masse les charçons, tantôt en la dénaturant ou en la dénaturant, ou bien encore en payant les paysans pour qu'ils réduisent leurs emblavages... pour empêcher l'effondrement des cours, alors qu'ils prophétisent une hausse vertigineuse des prix agricoles, parce que les investissements énormes qui sont nécessaires, etc.

Ce qui ne les empêche pas d'écrire froidement, à propos de la catastrophe, de la grande famine que ces ordinateurs nous annoncent pour l'an 2000 (ou 2020) :

« Bien entendu, la société ne sera pas subitement surprise par le "point critique" auquel le montant de terre nécessaire deviendra supérieur à la quantité disponible. Des symptômes de crise commenceront à apparaître bien avant que le point critique ne soit atteint. Les prix de la nourriture s'élèveront si haut que certaines gens mourront de faim ; d'autres seront obligés de réduire la quantité de terre dont ils disposent et de se contenter d'un régime alimentaire de qualité inférieure. Les symptômes se manifestent déjà en bien des régions. Bien que la moitié seulement de la terre indiquée à la figure 10 soit actuellement cultivée, 10 à 20 millions de personnes peut-être meurent chaque année, directement ou indirectement, de malnutrition. » (3)

Ainsi, alors que les gouvernements capitalistes s'em-

ploient à réduire la production de céréales pour tenter d'éviter la baisse des prix, qu'ils ne mettent en culture que la moitié des terres que nos avants *sui generis* eux-mêmes reconnaissent cultivables... la mort de faim, chaque année, de 10 à 20 millions de personnes (donc aussi la sous-nutrition de plus de deux milliards) n'est pas mise par ces spécialistes, au compte du régime social ; non, ils y voient au contraire le symptôme précurseur de la grande crise, de la faillite de la science, de la disette qu'ils annoncent à son de trompe ; alors que, de leur propre aveu, on ne cultive encore aujourd'hui que la moitié des terres arables !

Mais que disons-nous ? Ils ignorent les facteurs sociaux ? Non, non. Ils poursuivent :

« Que beaucoup de ces morts soient dues aux limitations sociales du monde (qu'en termes galants ces choses là sont dites) plutôt qu'à ses limitations physiques, cela n'est pas douteux. Mais il y a un lien manifeste entre ces deux sortes de limitations dans le système de la production alimentaire. Si de la bonne terre fertile pouvait encore aisément être atteinte et cultivée, il n'y aurait pas de barrière économique qui empêcherait de nourrir les affamés et pas de choix social difficile à opérer. Mais la meilleure moitié des terres potentiellement arables est déjà cultivée, et il est déjà si douteux de mettre de nouvelles terres en culture que la société l'a estimée "anti-économique". » (3)

Une société anonyme

Quelle est donc cette « société » (apparemment anonyme) qui a pris cette décision et s'efforce en même temps de réduire la production, pourtant moins coûteuse, sur les terres déjà cultivées ? Nous ne le saurons pas. La « société de consommation », sans doute ? Ainsi, les méfaits du capitalisme sont mis au compte... de l'épuisement à venir des terres cultivables, de la faillite de la technologie ! Aucun doute n'est possible : si Tartuffe revenait, il mettrait au rancart sa haire et sa discipline ; un ordinateur ferait bien mieux son affaire.

Et pour ce qui est du coût si effroyable de l'accroissement de la productivité des terres cultivées (ou de la mise en culture de nouvelles terres), rappelons qu'il s'agit, pour le capital, non du coût en heures de travail, mais de la baisse du taux de profit résultant de l'accroissement des investissements en capital fixe, donc en travail mort, passé, ne produisant pas de plus-value.

Car ce que coûtent réellement ces progrès, la « Révolution verte » et ses conséquences peuvent nous permettre de l'évaluer avec plus de précision. Mais justement, de ce grand succès tout récent remporté par la science, qu'ont à dire les auteurs des *Limites de la croissance* ? Tout d'abord, qu'ils l'ont intégré à leur « modèle », qu'ils en ont nourri leur ordinateur, que cela ne change rien au résultat. Nous en sommes d'autant plus aisément persuadés qu'ils nous demandent de les croire sur parole. Mais encore ? Nous le verrons.

Mais comme nous ne pouvons compter sur eux pour nous dire au juste en quoi elle consiste, il nous faut donc d'abord dire quelques mots de cette « révolution verte » — ainsi baptisée en ce temps où l'on tient beaucoup à nommer « révolution » n'importe quel changement important dans n'importe quel domaine, pour mieux faire oublier que tout progrès humain dépend finalement de la seule véritable révolution à accomplir : la révolution socialiste. Il s'agit bien pourtant, dans le cas présent, d'un événement d'une très grande portée, d'ailleurs extrêmement loin d'avoir épuisé ses possibilités.

Un événement de grande portée

Depuis 10 à 15 000 ans (4), les méthodes empiriques de sélection des céréales, des arbres fruitiers, des légumes et des espèces animales domestiquées, employées par nos pères, génération après génération, ont abouti aux espèces actuelles. C'est seulement vers 1950-1960 que, grâce aux progrès de la biologie, de la génétique et de la biologie moléculaire essentiellement, l'empirisme a fait place à la science. A cette occasion a été démontré une fois de plus qu'à la source de tout grand progrès technique, il y a toujours d'abord un succès de la recherche fondamentale. L'emploi de « collections » comportant plusieurs milliers de variétés de céréales, donc un faisceau très large de caractères héréditaires (gènes), et le recours aux mutations provoquées, suivies de croisements systématiquement expérimentés, a permis la sélection de nou-

velles variétés aux propriétés effectivement « révolutionnaires ». Ainsi, par exemple, certaines variétés de blé, créées par le futur prix Nobel de la paix, Borlaugh travaillant au Mexique, donnent 78 quintaux à l'hectare, alors que les blés indigènes produisaient à peine neuf quintaux. En 1965, 95 % des blés mexicains provenaient des semences de Borlaugh. La production de blé du Mexique, qui était de 3 millions de quintaux en 1943, atteignit 22 millions de quintaux en 1951 !

Sur le sous-continent indien, où la famine n'avait été évitée de justesse, en 1965-66, que grâce à d'importantes livraisons américaines, canadiennes, etc., et russes (Wall Street et le Kremlin sont de vigilants gardiens de l'ordre bourgeois en Inde, ils ont eu d'autres occasions de le démontrer depuis, et la famine pouvait jeter bas l'ordre social ébranlé, tant au Pakistan que chez Mme Nehru), plusieurs milliers de tonnes de semences de Borlaugh furent commandées en 1966, plus de 80 000 tonnes en 1967. L'indice de la production alimentaire, sur la base 100 en 1952-1956, atteignit 138 en 1968, la production totale de céréales y dépassa, à partir de 1971, les besoins chiffrés à 500 g par tête (une autre question étant évidemment de savoir si chacun des 550 à 600 millions d'habitants de l'Inde en reçoit sa juste part).

Des résultats analogues à ceux qui concernent les blés ont été en effet obtenus pour les maïs, les riz, les orges, etc. Pour ce qui est du maïs, « les variétés cultivées jusqu'en 1965 produisaient beaucoup de grains, mais de valeur alimentaire médiocre. Il paraissait, vers 1950, impossible de changer les substances azotées, dites protéines, d'une graine » (5). Or le problème a été résolu par des chercheurs américains en 1964-1965. Le grain d'une récente variété de maïs produite à Paris en 1968 contient plus de 13 % de protéines, dont 5 % de lysine, l'acide aminé le plus utile des céréales, proportions qui approchent de l'optimum du point de vue de l'alimentation humaine.

Ça va très mal

Alors, tout va bien ? Et bien, non ! Tout va fort mal au contraire. C'est M. Roger Priouret qui s'est chargé de nous l'apprendre dans un article intitulé *L'Amérique contre l'Europe verte*, et paru dans *L'Express* du 21-27 février 1972.

Il paraît que les méchants Yankees n'ont vraiment aucun égard pour le Marché commun agricole : « Ils veulent tout simplement intervenir dans la fixation des prix pour les bloquer. Et aussi dans la détermination des quantités à stocker pour les accroître encore. Et, pour atteindre cet objectif, ils travaillent au corps séparément chaque membre de la Communauté. C'est l'Europe qu'ils menacent de dialoguer. C'est-à-dire la pièce maîtresse de la diplomatie française. »

Pourquoi ? A cause de la « révolution verte » ! Car pour prendre l'exemple du blé : en 1970, les États-Unis en ont produit 308 millions de tonnes — ce qui leur laissait 50 millions de tonnes à exporter, alors qu'ils avaient déjà 175 millions de tonnes en stock — cela alors que les pays acheteurs se font de plus en plus rares ! « Le résultat est que les prix baissent de façon chronique et décourageante malgré l'accord international de 1965 qui avait fixé des prix planchers. Le blé vaut, en ce moment, 40 francs le quintal à Hambourg, soit 10 % de moins qu'il y a deux ans. De là l'idée d'amener l'Europe, en particulier, à bloquer les prix des céréales pour en décourager la production. »

Cette baisse « chronique et décourageante » n'a toutefois pas, on l'a vu, démoralisé l'ordinateur du M.I.T., ou plutôt son utilisateur, le principal auteur des *Limites de la croissance*, l'éminent Dennis L. Meadows, qui ne

(Suite page 12)

(1) Voir *Informations Ouvrières*, n° 565.

(2) Le rendement à l'hectare doit être soigneusement distingué de la production par tête de travailleur agricole. Ainsi, vers 1960, 8.500.000 Américains récoltaient, en plus des cultures industrielles, près d'un milliard de quintaux de grains et élevaient 171 millions d'animaux, soit 120 quintaux de grains et 21 animaux par agriculteur ; en France, 7.500.000 paysans récoltaient au même moment 140 millions de quintaux de grains et élevaient 30 millions d'animaux, soit 20 quintaux et moins de 4 animaux par agriculteur. Mais la production portait aux États-Unis sur 400 millions d'hectares, dont 190 millions labourés, soit dix fois plus qu'en France (pays dont la production par hectare est très loin de constituer un record).

(3) *Les limites de la croissance*, o.s., éd. américaine, p. 52.

(4) Aux dernières nouvelles, les premières tentatives de substituer à la cueillette et à la chasse, l'agriculture en l'élevage ont été faites par l'humanité en Asie du Sud-Est. Il y a eu quelque 15.000 ans, et non seulement au Proche-Orient, il y a à quelque 10.000 ans, comme on le pense jusque-là).

(5) Louis Génovès, « La révolution verte et les cahiers néo-natalistes », n° 252 de mars 1972, p. 167.

« GRÈVE DU LAIT »

Les paysans se dressent contre le capital

Nous publions ci-dessous la lettre que nous a adressée un camarade de la Haute-Vienne, technicien supérieur agricole.

La « grève du lait » actuellement en cours, vient illustrer le plus clairement qui soit aussi bien le mécanisme par lequel la politique française et européenne du grand capital écrase la paysannerie laborieuse que le refus des plus larges couches paysannes de ne pas « subir sans réagir ». L'éleveur breton ne comprend pas en effet mieux que la ménagère comment il peut se faire que le prix d'achat du lait au producteur baisse de 4 % tandis que son prix de vente au consommateur augmente de plus de 8 %. Les uns comme les autres se retournent vers les intermédiaires capitalistes (industriels de la transformation notamment, y compris le secteur coopératif de plus en plus contrôlé par les grandes banques), lesquels sont engagés dans un processus de concentration accéléré sous la houlette de puissants groupes financiers (Gervain, Gervais, Union Laitière Normande, le trust US Grance and Co.). Les uns comme les autres sont amenés tout naturellement à se heurter au capital et à l'Etat entièrement engagé dans la défense du profit capitaliste.

D'où l'acharnement des masses paysannes de Bretagne et d'ailleurs qui refusent de céder et, après avoir obtenu 59 centimes, poursuivent leur mouvement pour un centime supplémentaire en vue d'arracher la revendication initiale : 60 centimes le litre au producteur, garanti toute l'année.

Nous aurons l'occasion de revenir sur les problèmes posés par ce conflit,

comme sur les développements politiques en cours au sein des masses paysannes, et qui viennent de s'exprimer de nouveau avec le rebondissement de la crise au sein du Centre des Jeunes Agriculteurs (CNJA), crise qui mène cet organisme au bord de la scission.

Mais d'autres aspects méritent d'être relevés dans la « grève du lait ». La faiblesse et la crise latente du gouvernement Pompidou-Chaban, s'y manifestent caricaturalement. C'est ainsi que l'on voit MARCELLIN (les élections approchent, et « le pouvoir est dans les urnes ») couvrir de sa mansuétude, les actes pour le moins « énergiques » des paysans bretons, tandis que le ministre de l'Agriculture y voit la main des meneurs formés à Pékin (décidément, le ridicule ne tue pas au gouvernement) et que le comité central de l'UDR dénonce un mystérieux « plan de subversion ».

C'est ainsi également que l'on voit Chaban repousser du pied la demande d'audience présentée par les dirigeants paysans (« il ne s'agit que d'une affaire locale »), puis se voir contraint d'arbitrer lui-même le conflit entre Cointat et Giscard d'Estaing, après que celui-ci ait refusé aux industriels du lait, l'autorisation de répercuter sur leur prix de vente, les augmentations consenties aux paysans producteurs.

Fébrilité qui frise la panique au sommet, rassemblement des énergies à la base : ce sont là encore les prémices des grands affrontements qui mûrissent dans les profondeurs de ce pays.

Lettre : Le non des paysans à l'Europe de Mansholt

De plus en plus le gouvernement du capital essaie d'écraser l'exploitation agricole familiale au nom de la modernisation et du profit.

Il fait en sorte que l'agriculture actuelle ne puisse pas donner à la majorité, c'est-à-dire aux moyens et surtout aux petits exploitants des conditions de vie et de travail normales. D'éminents économistes bourgeois au moyen de plans et de rapports ont proposé leurs solutions. Celles-ci ont déclenché immédiatement la réprobation générale. Mais les paysans attendent toujours l'appel de leur direction syndicale à la mobilisation. N'est-ce pas un signe ? Celui de leur trahison, de leur caractère opportuniste, de leur courtoisie petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie » (Trotsky).

DU PLAN MANSHOLT...

Monsieur Mansholt pense qu'actuellement les structures agricoles de la CEE sont dépassées, que le revenu des agriculteurs est plus bas que celui des autres catégories sociales.

Aussi propose-t-il un plan qui devrait amener l'intégration de l'agriculture dans la société industrielle. Parce que dans la CEE les deux tiers des exploitations ont moins de 10 ha et que 50 % des chefs d'exploitation ont plus de 55 ans, il faut que disparaissent une personne active toutes les 4 minutes. Quel socialisme d'avant-garde ! Il n'est pas étonnant que la clique de la bourgeoisie communautaire ait fait confiance à un tel homme en le mettant Président de la Commission Européenne : car, enfin, il est clair que ces idées ne font que promouvoir l'exploitation de l'agriculture par les capitalistes : les gros propriétaires terriens, les industries alimentaires et de transformation.

Quant aux agriculteurs mis à la porte ils ne sont pas oubliés : les plus de 55 ans ont la retraite caractérisée par l'IVD, machine à exproprier. Les moins de 55 ans ont la formation professionnelle, le recyclage dans l'industrie du licenciement qui compte déjà à son actif 600.000 chômeurs en France.

En voulant supprimer les exploitations qui, à ses yeux, sont à ceux de la bour-

geoisie, sont d'une « rentabilité insuffisante ». Mr Mansholt s'en prend aux petits et moyens exploitants ainsi qu'à leurs familles.

A l'époque des monopoles et de l'impérialisme, il apparaît inconcevable pour un capitaliste que des agriculteurs s'accrochent encore à quelques hectares de terre empêchant ainsi de nouveaux profits. Que signifie dans l'industrie bourgeoise le mot rentabilité. Rien d'autre que le chômage, le licenciement, l'exploitation de l'homme par l'homme, le profit et les conditions de vie et de travail désastreuses.

... AU RAPPORT VEDEL

Dans sa première partie, il se borne à critiquer la politique agricole française actuelle : par exemple Vedel fait remarquer que « sur 130.000 personnes dont diminue annuellement la population active agricole, 60.000 changeraient de profession mais beaucoup de ces mutans ne semblent pas avoir bénéficié de l'aide appropriée, seulement 18.000 personnes ont, depuis 1963, reçu l'aide de l'Etat au titre des actions mutations professionnelles du FASASA ».

La critique de la politique agricole française par M. Vedel n'a qu'une valeur : celle de montrer le peu d'intérêt que porte le gouvernement de la bourgeoisie aux agriculteurs mis à la porte de leurs exploitations. En aucun cas cette critique ne peut justifier les réformes qu'il propose dans la deuxième partie de son rapport : celles-ci n'ont d'autre but que de faire aboutir la politique agricole du gouvernement Pompidou-Chaban. Par exemple, en faisant passer de 3.000.000 à 700.000 personnes la population active agricole.

La situation actuelle n'est que le produit de la politique capitaliste depuis 15 ou 20 ans. Entre 1954 et 1963 le nombre d'exploitations a diminué de 12 %, le nombre des aides familiaux de 43 %, les salaires agricoles de 25 %, les charges familiales ont augmenté, les revenus ont baissé. Les conditions des agriculteurs ne se sont pas améliorées, bien au contraire, pendant ces dernières années et tout ce que le gouvernement

Pompidou-Chaban trouve à proposer n'est autre qu'une expropriation générale de la terre et une aliénation du travail.

L'emprise des capitalistes sur l'agriculture se concrétise par la transformation que les coopératives ont subie ces derniers temps. L'Etat s'est attaché à organiser les marchés pour mieux en avoir le contrôle à l'aide d'organismes tels que les coopératives. Celles-ci permettent le regroupement de bon nombre d'agriculteurs et arrivent à dépasser le milliard de chiffre d'affaires. Elles vont pouvoir désormais se transformer en sociétés anonymes où le procédé des actions sera là pour donner toute la puissance et l'emprise voulues aux gros propriétaires terriens.

Pourquoi ne deviendraient-elles pas de véritables monopoles possédant toute la chaîne de transformation, en partant de l'achat du lait jusqu'à sa mise en boîte sous forme de lait concentré ? Ainsi, ne peut-on pas penser que les coopératives agricoles construites pour aider les petits exploitants vont devenir pour les capitalistes un nouveau moyen de pression, et faire ainsi des agriculteurs leurs propres ouvriers ?

Il est évident que la FNSEA et le SNJA s'attachent à défendre non pas les intérêts des agriculteurs mais ceux de la bourgeoisie. Dans un communiqué publié le mardi 8 février, à la fin de leur conseil d'administration, la CNJA demande aux Six et maintenant aux Dix « d'approuver d'urgence les propositions de modernisation des exploitations » soumises par Mr Mansholt et « au gouvernement français de prendre les mesures appropriées pour la réalisation et le financement des plans de développement. Les jeunes agriculteurs apportent leur soutien à la commission européenne contre le gouvernement français (Le Monde, 11-2-72).

La direction bourgeoise de ce syndicat montre bien là sa volonté de voir aboutir les résolutions capitalistes des technocrates de la CEE. « Soixante pour cent des exploitations de la Communauté sont exclusivement familiales, 30 % des exploitations familiales utilisant occasionnellement de la main-d'œuvre extérieure.

Ensemble, elles cultivent 70 % de la superficie agricole de la CEE. La taille moyenne de ces exploitations est de 8 à 9 hectares » (Le Monde, 24-2-72).

Avec de telles idées, il est logique qu'un fossé toujours plus grand se creuse entre le CNJA et les CDJA qui le composent, car ceux-ci, plus proches des problèmes que pose la politique agricole française et européenne aux agriculteurs que les bourgeois de la direction syndicale, ne peuvent admettre que de telles positions soient défendues en leur nom.

En ce qui concerne la FNSEA, Mr Cormorèche demande au gouvernement de soutenir par des aides à la modernisation les agriculteurs demeurant sur leur terre. Ainsi déclare-t-il que le plan Mansholt de modernisation est un premier pas dans ce soutien. Aussi « la FNSEA demande-t-elle au gouvernement de faire entrer dans les faits le plus rapidement possible cette politique de financement, tout en étendant son champ d'application à tous les agriculteurs prêts à s'engager dans la voie de la modernisation » (Le Monde, 25-2-72). En termes clairs, Mr Cormorèche demande au gouvernement d'appliquer le plan Mansholt.

Ces déclarations ont été faites au Congrès National de la FNSEA qui s'est tenu à Versailles ; celui-ci a défini la ligne générale que le syndicat devrait suivre et défendre ; celle-ci se veut représentative des désirs de la masse paysanne et n'est finalement que l'expression des idées de la bourgeoisie n'abandonnant qu'à favoriser à plus ou moins brève échéance les intérêts des gros propriétaires fonciers.

Les agriculteurs doivent se battre pour l'aboutissement légitime de leurs revendications et doivent prendre conscience que leur direction syndicale ne défend pas leurs intérêts et s'est lassée de rompre par la bourgeoisie. Il faut qu'ils sachent qu'ils ne sont pas seuls dans la lutte. Les ouvriers eux aussi combattent l'exploitation de l'homme par l'homme. Les agriculteurs doivent se battre à leurs côtés.

J.-Paul (Haute-Vienne).

LA « REVOLUTION VERTE »

(Suite de la page 11)

nous en annonce que plus imperturbablement une hausse vertigineuse des prix alimentaires, si l'on o le malheur d'accroître à grands frais la productivité par hectare des terres arables !

Il a, lui, discerné le véritable danger que la « révolution verte » fait courir à l'humanité :

« Un exemple récent des contre-coups sociaux d'une nouvelle technologie couronnée de succès a été fourni par la révolution verte... Là où des conditions d'inégalité économique existent déjà, la révolution verte tend à les aggraver... (Ainsi au Mexique) un ouvrier agricole sans terre travaillait en moyenne 194 jours par an en 1950, n'en travaillait plus que 100 en 1960, et son revenu annuel réel est tombé de 68 dollars à 56 » (O.C., pp. 146-148), bien que la production agricole ait augmenté de 5 % par an dans ce pays de 1940 à 1960 ! « 80 % de la production agricole croissante proviennent de 3 % seulement des fermes. »

Donc, « les contre-coups sociaux doivent être évités et palliés avant l'introduction sur une grande échelle de la nouvelle technologie », ce qui est vraiment fort triste, car « tandis que la technologie change rapidement, les institutions politiques et sociales changent en général très lentement. De plus, ils ne changent presque jamais pour anticiper un besoin social, mais seulement en réponse à celui-ci ».

L'éminent scientifique n'a manifestement pas entendu

parler du petit événement qui s'est produit dans la nuit du 8 au 9 novembre 1917 à Pétrograd. Il n'y a pas de place pour ces données dans son « modèle » — et son ordinateur n'est pas apte à calculer le temps qu'il faudrait à un gouvernement ouvrier et paysan au Mexique pour exproprier les 3 % de « fermiers » sur les terres de qui sont produits 80 % de la récolte !

Ça ne va pas mieux

D'ailleurs, selon le Financial Times du 1^{er} juin, cela ne va guère mieux en Inde. Si, pour le moment, la « révolution verte » y a peut-être créé quelques nouveaux emplois et fait légèrement monter les salaires réels agricoles — peut-être, l'auteur n'en est pas très sûr — cela va changer du tout au tout avec le prochain stade du progrès, une mécanisation plus poussée, notamment l'introduction des moissonneuses-batteuses qui viennent d'y faire leur apparition et suppriment des emplois sans contre-partie ! Si l'on ajoute à cela que la politique des dirigeants des coopératives agricoles de crédit est « entièrement favorable aux gros et moyens paysans, et hostile aux plus pauvres », ça va décidément mal.

Mais d'où viennent tous ces maux ? Du progrès technique ou du capitalisme ? Question déplacée dans les milieux distingués du M.I.T., du Financial Times, du club de Rome et de leurs congénères.

Laissons pour aujourd'hui le dernier mot à Michel Cépède : « La diffusion des techniques nouvelles, dont la lenteur serait pour beaucoup dans les retards au

développement, s'est effectuée au moins aussi rapidement en Inde qu'aux Etats-Unis, lors de la révolution analogue des années 1940... Ce qui est étonnant, ce qui est même le grand scandale de notre temps, c'est que, malgré les avertissements des observateurs de la situation biologique, économique, sociale... la « révolution verte » n'ait été mise en œuvre dans le Sud-Est asiatique qu'à la suite de la famine évitée de justesse en 1965 et 1966... C'est parce que la situation était tragique, que la famine était là... qu'il fallait faire quelque chose... que la « révolution verte » a été lancée... »

« C'est parce qu'il ne croyait pas trop à la réussite de cette révolution que l'Argus des intérêts mercantiles s'est un peu assoupi devant cette « famine rassurante »... que des pays, par l'intensification de leur agriculture, puissent demain se suffire, voire se mieux nourrir, fait franchir le sursaut à ceux qui se croient destinés à exporter des produits alimentaires, mais ils se disent que les pauvres ne sont pas des clients solvables. Toutefois l'idée que l'Inde par exemple puisse reprendre, en 1972, les exportations de blé, interrompues depuis 1968, suscite déjà de vives réactions. Et comme toute agriculture intensive est vulnérable, il suffirait d'une petite crise pour se débarrasser de ces gènes, remettre les choses dans le droit chemin du marché, de la faim et des profits maximaux. » (8)

Prochain article : « Le verdict de l'ordinateur. »

Biblioteca de Comunicación
© La science contre la faim, 1972, Ed. General
CEDOC